

Rapport de la

DIX-NEUVIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Bangkok, Thaïlande, 11-15 juillet 1988



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rapport de la

DIX-NEUVIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO

POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Bangkok (Thaïlande), 11 - 15 juillet 1988

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1989

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<u>RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE LA</u> <u>CONFERENCE REGIONALE</u>	iii - ix <u>Paragraphes</u>
I. <u>INTRODUCTION</u>	1 - 25
Organisation de la Conférence	1 - 5
Cérémonie inaugurale	6 - 12
Election du président, des vice-présidents et du rapporteur	13 - 14
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	15
Allocution du Directeur général	16 - 25
II. <u>RESUME DES DELIBERATIONS</u>	26 - 121
Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région	26 - 79
- Rôle de la FAO	28 - 30
- Comportement du secteur agricole	31 - 53
- Nutrition	54 - 56
- Développement de l'élevage	57 - 60
- Développement forestier	61 - 74
- Commerce	75 - 79
Déclarations des délégations des observateurs	80 - 83
Rapport sur les activités de la FAO dans la région, notamment mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la dix-huitième Conférence régionale, et programme de travail 1988/89 dans la région	84 - 121
III. <u>QUELQUES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL</u>	122 - 163
La production vivrière considérée du point de vue nutritionnel dans la région de l'Asie et du Pacifique	122 - 135
Progrès et problèmes du développement de l'élevage dans la région	136 - 148
L'agroforesterie pour une meilleure utilisation des terres	149 - 163
IV. <u>AUTRES QUESTIONS</u>	164 - 173
Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)	164 - 172
Date et lieu de la vingtième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique	173
<u>ANNEXES</u>	
A - Ordre du jour	
B - Liste des participants	
C - Liste des documents	
D - Allocution du Directeur général	

RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE REGIONALE

Activités de la FAO dans la région

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. a invité instamment tous les Etats Membres à payer rapidement leurs contributions à la FAO. Plusieurs délégations ont invité spécialement les principaux bailleurs de fonds à le faire. En souscrivant à cet appel, une délégation a fait observer que tous les Etats Membres doivent honorer leurs obligations financières, sans poser aucune condition (par. 91);
2. a réaffirmé son appui aux initiatives prises par la FAO pour promouvoir la CTPD et a estimé que les Etats Membres devraient offrir les moyens dont ils disposent pour favoriser la CTPD (par. 92);
3. a estimé que les pays devraient entreprendre des études sur la vulgarisation agricole, en accordant une attention particulière aux liens entre la recherche et la vulgarisation (par. 96);
4. a souligné la nécessité de mettre davantage l'accent sur le rassemblement et l'analyse de données relatives aux exploitations agricoles pour élaborer les politiques de prix et pour décider de l'affectation des ressources (par. 95);
5. a suggéré aux pays d'utiliser davantage les résidus de récoltes pour l'alimentation animale, afin d'intégrer plus étroitement la production végétale et animale (par. 110);
6. a appuyé pleinement les efforts déployés au niveau régional pour combattre et éradiquer les maladies animales contagieuses, en particulier la campagne d'éradication de la peste bovine en Asie du Sud (par. 111);
7. a instamment prié les Etats Membres d'élaborer sans délai des plans d'action nationaux en matière de foresterie tropicale, vu l'importance capitale de la conservation des ressources forestières pour un développement durable (par. 120).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

8. a réaffirmé l'importance des cinq domaines prioritaires sur lesquels est axé le Programme de travail de la FAO pour l'exercice biennal 1988-89, et qui avaient été approuvés par la dernière Conférence régionale: i) promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) dans la région Asie-Pacifique; ii) promotion du principe d'équité dans la croissance agricole; iii) mise en valeur des zones de culture pluviale et autres zones critiques; iv) diversification des économies agricoles des pays en développement; et v) développement agricole des petits pays insulaires de la région (par. 85 et 89);

9. a demandé au Secrétariat de la FAO de prendre dûment en compte et de refléter les vues exprimées par les Etats Membres lorsqu'il formulera les priorités et programmes pour 1990-91 (par. 90);
10. a proposé qu'au cours de ses prochaines sessions la Conférence examine les priorités pour l'exercice biennal qui suit immédiatement (par. 90);
11. a proposé que la coopération régionale en matière d'aménagement des sols ingrats soit renforcée, et a noté avec satisfaction la proposition de la FAO d'organiser une consultation d'experts à ce sujet (par. 93);
12. a suggéré de fournir une assistance accrue aux pays qui ne sont pas traditionnellement producteurs de blé pour mettre en place des programmes de production de blé ou renforcer ceux qui existent déjà, tout en notant la nécessité pour ces pays de tenir compte des avantages comparatifs (par. 97);
13. a suggéré de renforcer les activités de recherche-développement portant sur des cultures telles que les légumineuses à grains, les graines oléagineuses, les petites cultures d'exportation et les racines et tubercules, pour accroître leur production, et a proposé que la FAO collabore étroitement avec les organismes compétents du système des Nations Unies opérant dans la région (par. 99);
14. a approuvé le programme de travail de la FAO concernant l'analyse des problèmes et perspectives de la production de graines oléagineuses et l'établissement d'un réseau régional en vue d'encourager la CTPD dans ce secteur. Il a été proposé d'établir des réseaux de ce type pour le coton et les légumes (par. 101);
15. a proposé de veiller à promouvoir l'horticulture dans tous ses aspects, y compris la production, la récolte, la transformation et la commercialisation (par. 104);
16. a proposé d'intensifier la diffusion de l'information et de renforcer les capacités institutionnelles dans le domaine des biotechnologies (par. 113);
17. a pressé la FAO de tenir tout spécialement compte, dans la formulation des programmes et projets, des problèmes auxquels se heurtent les petits agriculteurs, notamment de l'accès aux moyens de production, de l'information sur les marchés et de la formation (par. 114);
18. a instamment prié la FAO de continuer d'accorder la priorité, dans son programme de travail futur, à l'intégration des femmes (par. 115);

19. a approuvé l'initiative de la FAO de créer un réseau asiatique pour l'alimentation et la nutrition en vue de promouvoir la CTPD dans ce domaine et a suggéré que ce réseau entreprenne diverses activités telles que la détermination des besoins caloriques, la préparation de directives sur les régimes alimentaires, l'utilisation d'indicateurs nutritionnels et des programmes d'éducation et de sensibilisation en matière de nutrition (par. 116);
20. a proposé que la FAO oriente les politiques et fournisse une assistance technique en ce qui concerne la commercialisation et les autres activités après récolte, ainsi que le développement des exportations, pour faciliter le passage des pays de la région dans la prochaine décennie (par. 117);
21. a proposé d'intensifier les efforts déployés dans le domaine des pêches maritimes, notamment pour évaluer les stocks et mieux gérer les pêcheries (par. 118);
22. a engagé la FAO, en tant qu'organisme de coordination, à accélérer la mise en oeuvre du Plan d'action forestier tropical dans la région Asie-Pacifique (par. 120).

La production vivrière considérée du point de vue de sa qualité nutritionnelle dans la région de l'Asie et du Pacifique

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

23. a suggéré que les considérations nutritionnelles fassent désormais partie intégrante des politiques alimentaires et des plans agricoles nationaux (par. 125);
24. a instamment invité les pays à accorder l'attention voulue à la diversification de l'agriculture, étant donné la nécessité d'accroître la production d'aliments appropriés du point de vue nutritionnel, notamment de légumineuses, d'huiles végétales, de fruits, de légumes et de poisson (par. 126);
25. a suggéré que les pays de la région élaborent des directives alimentaires quantitatives et qualitatives, là où de telles directives n'existent pas encore. Il faudrait donc organiser à cet effet des réunions techniques au niveau des pays, rassemblant des spécialistes de la planification agricole et de la nutrition (par. 126);
26. a estimé que, quand les conditions agroclimatiques le permettent, la culture du blé dans les pays asiatiques de tradition rizicole offre des possibilités intéressantes qu'il convient d'exploiter en tenant compte des avantages comparatifs (par. 129);
27. a proposé que les pays s'efforcent d'identifier des espèces légumineuses à grains capables de pousser dans des conditions difficiles. Il faudrait améliorer la valeur de ces espèces par des manipulations génétiques (par. 130);

28. a proposé que les gouvernements prennent des mesures pour accroître les rendements, éventuellement avec l'aide d'organismes internationaux (par. 131);
29. a instamment prié les pays d'accélérer leurs programmes de diversification des cultures et d'encourager la culture multiple de plantes oléagineuses à cycle court et moyen (par. 132);
30. a proposé que les pays renforcent leurs programmes d'aquaculture, en particulier dans les zones côtières, fluviales et lacustres (par. 133);
31. a incité les pays à faire des efforts continus pour accroître la production vivrière et assurer des approvisionnements alimentaires globaux supérieurs d'au moins 10 pour cent aux besoins nationaux moyens. Cela faciliterait l'accès matériel et économique des catégories défavorisées de la population aux aliments disponibles (par. 134);
32. a souligné la nécessité pour les Etats Membres de renforcer leurs programmes d'éducation et de sensibilisation en matière de nutrition (par. 135).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

33. a suggéré que la FAO fournisse un soutien technique aux réunions de spécialistes de la planification agricole et de la nutrition organisées au niveau des pays. Le réseau asiatique proposé sur l'alimentation et la nutrition devrait coordonner les travaux sur les directives alimentaires (par. 126).

Progrès et problèmes du développement de l'élevage dans la région

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

34. a invité instamment les pays à diffuser des techniques éprouvées et bon marché pour compléter les rations de paille par de petites quantités de fourrage vert, de tourteaux d'oléagineux et d'urée-mélasses (par. 138);
35. a demandé instamment aux Etats Membres d'accorder un appui sans réserve à la campagne d'éradication de la peste bovine en Asie du Sud. Il convient de poursuivre les efforts pour combattre la fièvre aphteuse, la septicémie hémorragique et la peste porcine (par. 142);
36. a instamment invité les Etats Membres à mettre en place des dispositifs institutionnels appropriés pour élaborer et appliquer des politiques nationales de prix dans le secteur de l'élevage. S'il existe déjà des institutions chargées de la fixation des prix des produits végétaux, il y aurait intérêt à étendre leurs compétences aux produits de l'élevage. Certains délégués ont cependant fait valoir que l'existence de prix imposés ou réglementés peut conduire à une mauvaise affectation des ressources (par. 146).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

37. a suggéré de prendre en considération la proposition du Pakistan de créer un centre régional de recherche et de formation sur le buffle (par. 141);
38. a demandé à la FAO d'aider les pays à mettre au point des programmes d'amélioration génétique des ressources animales indigènes, en faisant appel à des races exotiques adaptées aux conditions locales (par. 144);
39. a demandé à la FAO d'accorder la priorité aux biotechnologies et spécialement à la reproduction animale, au diagnostic des maladies et à la lutte contre celles-ci (par. 145);
40. a suggéré que la FAO aide les pays qui lui en feront la demande à préparer des études globales et à organiser des cours nationaux de formation sur les politiques de fixation des prix et de commercialisation des produits de l'élevage (par. 147);
41. a suggéré que la FAO aide les Etats Membres à améliorer la base de données dans le domaine de l'élevage (par. 148).

L'agroforesterie pour une meilleure utilisation des terres

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

42. a suggéré aux Etats Membres d'entreprendre des recherches multidisciplinaires et des études approfondies pour promouvoir l'orientation rationnelle de l'agroforesterie (par. 153);
43. a instamment invité les gouvernements à prendre des mesures pour élaborer des programmes appropriés d'études agroforestières et les introduire dans les établissements d'éducation et de formation forestières et agricoles (par. 155);
44. a instamment invité les gouvernements à renforcer les services de vulgarisation pour répondre aux besoins de l'agroforesterie (par. 156);
45. a incité les gouvernements à réexaminer la législation et les procédures, quand cela est nécessaire et justifié, en vue d'éliminer les contraintes relatives à la sécurité d'occupation des terres et au droit d'utilisation des arbres (par. 158);
46. a insisté sur la nécessité pour les gouvernements de donner des encouragements appropriés aux agriculteurs disposés à pratiquer l'agroforesterie (par. 159);

47. a instamment invité les gouvernements à adopter des stratégies propres à garantir la complémentarité des mesures tendant à soulager la pauvreté et à protéger l'environnement, de manière à restaurer les bassins versants dégradés (par. 160);
48. a proposé que les gouvernements envisagent d'appuyer plus énergiquement les stratégies et programmes visant à mieux aménager les terres de culture itinérante in situ, en appliquant des solutions agroforestières appropriées (par. 161);
49. a insisté sur la nécessité pour les gouvernements d'entreprendre des enquêtes sur les terres incultes et de promouvoir de saines pratiques agroforestières pour restaurer ces terres et les rendre productives (par. 162);
50. a instamment prié les Etats Membres d'intensifier leurs efforts pour élaborer, en matière de foresterie tropicale, des plans d'action nationaux assurant des approches intersectorielles concertées entre l'agriculture et la foresterie. Il convient d'accorder une priorité élevée à l'agroforesterie, instrument essentiel d'une utilisation agricole durable et d'un meilleur aménagement des terres, dans le cadre de plans d'action nationaux pour l'exploitation des forêts tropicales (par. 163).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

51. a souligné que la coopération technique entre pays en développement (CTPD) a un rôle capital à jouer dans la promotion de l'agroforesterie. Des organisations internationales telles que la FAO et le Conseil international de recherches agroforestières (ICRAF) devraient aider les pays en développement à mettre en commun leurs connaissances et leurs compétences en la matière (par. 154);
52. a suggéré que la FAO envisage aussi d'organiser une réunion régionale sur l'agroforesterie (par. 154);
53. a suggéré que la FAO continue d'accorder une priorité élevée à l'amélioration de l'organisation et de la méthodologie de la vulgarisation (par. 156).

Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

54. a recommandé que les Etats Membres approuvent les statuts de l'Association Asie-Pacifique des instituts de recherche agronomique (APAARI) et encouragent les instituts nationaux désignés à devenir membres de l'Association (par. 167);
55. a prolongé le mandat de la Thaïlande comme représentante de la région pour les deux années qui restent à courir jusqu'en 1990 et a noté qu'à sa dix-huitième session la Conférence régionale avait élu le Bangladesh comme nouveau représentant pour la période allant de 1986 à 1990 (par. 169);
56. a décidé que le mandat des pays élus serait à l'avenir de quatre ans (par. 170);
57. a demandé instamment que les conférences futures prennent dûment en considération les pays insulaires quand elles éliront les représentants régionaux (par. 171);
58. a proposé que la délégation à la Conférence régionale de la FAO comprenne les représentants de la région de l'Asie et du Pacifique auprès du GCRAI pour que la Conférence puisse être mieux informée des activités de ce dernier (par. 172).

Date et lieu de la vingtième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

A l'attention de la FAO

La Conférence:

59. a noté que le Directeur général décidera du lieu de la vingtième Conférence régionale de la FAO durant la seconde moitié de 1989 et tiendra compte de toute offre ferme qu'il recevra durant les 12 prochains mois environ (par. 173).

I. INTRODUCTION

Organisation de la Conférence

1. La dix-neuvième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a eu lieu à Bangkok (Thaïlande) du 11 au 15 juillet 1988, dans le bâtiment des Nations Unies.
2. Les Etats Membres ci-après ont participé à la Conférence: Australie, Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Chine, Iles Cook, République populaire démocratique de Corée, France, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Japon, République de Corée, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, Samoa, Sri Lanka, Iles Salomon, Thaïlande, Etats-Unis d'Amérique, Vanuatu et Viet Nam.
3. Etaient également présents des observateurs du Saint-Siège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Union des républiques socialistes soviétiques, ainsi que des représentants des organisations du système des Nations Unies et des institutions spécialisées ci-après: Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation internationale du travail (OIT), Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), Programme alimentaire mondial (PAM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). En outre, des observateurs représentaient les organisations intergouvernementales suivantes: Organisation asiatique pour la productivité (APO), Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP) et Communauté économique européenne (CEE).
4. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées: Forum culturel asiatique sur le développement (ACFOD), Association des organismes de commercialisation des produits alimentaires en Asie et dans le Pacifique (AFME). Association régionale du crédit agricole pour l'Asie et le Pacifique (APRACA) et Confédération internationale des syndicats libres (CISL).
5. La liste des participants à la Conférence et la liste des documents du Secrétariat figurent respectivement aux Annexes B et C du présent rapport.

Cérémonie inaugurale

6. La cérémonie inaugurale de la Conférence a eu lieu le 11 juillet 1988. M. Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, a souhaité la bienvenue au Premier Ministre de la Thaïlande, Son Excellence le Général Prem Tinsulanonda, aux ministres, aux délégués et aux membres du corps diplomatique en Thaïlande. Au nom de la FAO et des délégués à la Conférence, il a exprimé sa gratitude pour l'hospitalité offerte par le Gouvernement et le peuple thaïlandais. Il a aussi mis en lumière les importants progrès sociaux et économiques réalisés par la Thaïlande, sous le gouvernement du Premier Ministre.

7. Dans son discours d'ouverture, le Premier Ministre a rendu hommage à la FAO qui, depuis quarante ans, donne espoir et secours à des millions de pauvres et d'affamés. Grâce aux efforts diligents de la FAO et de son personnel, il existe maintenant dans la communauté internationale la conscience d'un objectif commun dans la lutte pour libérer l'humanité de la faim et de la malnutrition.

8. Le Premier Ministre a observé que l'agriculture se heurtait à des problèmes immenses dans la région Asie-Pacifique. Cette région ne dispose que d'un quart seulement des terres arables du monde mais doit nourrir plus de la moitié de la population du globe. Heureusement, la situation de l'agriculture dans la région a remarquablement évolué ces vingt dernières années. Grâce aux efforts louables des agriculteurs, soutenus par des agronomes, des vulgarisateurs et d'autres spécialistes, la production céréalière dans les pays en développement de la région est passée de 380 millions de tonnes en 1967 à 700 millions en 1987. Il s'agit là d'un taux de croissance sensiblement supérieur à celui qu'ont obtenu d'autres régions en développement.

9. La Conférence traitera de la production vivrière considérée sous l'angle nutritionnel. Le Premier Ministre a indiqué que cette question intéresse beaucoup la Thaïlande. En effet, ce pays a toujours produit suffisamment d'aliments pour nourrir sa population. Dans le passé récent, les disponibilités alimentaires par habitant dépassaient les besoins énergétiques. Toutefois, des catégories nombreuses de la population ont encore un pouvoir d'achat si faible qu'elles peuvent difficilement satisfaire complètement leurs besoins nutritionnels.

10. Ces dix dernières années, la place du riz dans le régime alimentaire national a diminué. La quantité de protéines animales a augmenté d'environ 20 pour cent, ce qui a permis d'améliorer l'état nutritionnel de la population, en particulier des enfants. Le Premier Ministre a indiqué que la grave malnutrition des enfants était désormais éliminée en Thaïlande. Selon lui, quatre ministères - l'Agriculture, la Santé, l'Education et l'Intérieur - sont les artisans du succès du développement rural dans son pays. Ces ministères travaillent en collaboration au niveau des villages pour réaliser ces changements.

11. Le Premier Ministre a exprimé l'espoir que la Conférence régionale formulerait des recommandations pratiques qui seraient utiles pour tous les pays de la région.

12. Le Directeur général de la FAO a remercié le Premier Ministre de son allocution instructive et il a rendu hommage au Gouvernement et au peuple thaïlandais pour les progrès qu'ils ont réalisés, en particulier l'élimination de la malnutrition grave parmi les enfants. L'éradication de ce mal dans d'autres pays est un défi lancé à la Conférence. Le Directeur général a remercié le Premier Ministre d'avoir rendu hommage à la FAO et à son personnel. Cet éloge ne peut qu'inciter la FAO à redoubler d'ardeur. Les précieuses indications données par le Premier Ministre guideront les délibérations de la Conférence dans sa recherche de mesures efficaces pour faciliter le passage des pays dans la prochaine décennie.

Election du président, des vice-présidents et du rapporteur

13. Les délégués ont élu par acclamation président de la Conférence Son Excellence C.G. Dominguez, Secrétaire du Département de l'Agriculture du Gouvernement des Philippines.

14. La Conférence a également élu vice-présidents tous les ministres présents. M. Dato' Abu Bakar Mahmud (Malaisie) a été élu rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

15. La Conférence a adopté l'ordre du jour et le calendrier provisoires préparés par le Secrétariat. L'ordre du jour tel qu'adopté figure à l'Annexe A du présent rapport.

Allocution du Directeur général

16. Dans son allocution d'ouverture, le Directeur général de la FAO a exprimé sa satisfaction que la Conférence se tienne en Thaïlande, siège du Bureau régional de la FAO depuis de nombreuses années. Il a remercié M. S.A.M.S. Kibria, Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, d'avoir mis à la disposition de la Conférence les locaux et les services de la CESAP. Il a rendu hommage à Sa Majesté le Roi de Thaïlande qui, depuis son accession au trône, a personnellement lancé plus de 1 200 projets dans divers secteurs de l'agriculture. Ces projets pilotes ont façonné le développement agricole du pays. La FAO est fière d'avoir été associée à nombre d'entre eux, qui sont le fruit de la clairvoyance et du dynamisme de Sa Majesté.

17. Examinant la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région, le Directeur général a noté que la production céréalière a progressé de façon spectaculaire au cours de ces dernières décennies. Entre 1961 et 1986, elle a augmenté au rythme annuel moyen de 3,8 pour cent dans les pays en développement de la région de l'Asie et du Pacifique, soit sensiblement plus que dans le reste du monde. Ce résultat remarquable reflète surtout des politiques gouvernementales éclairées et énergiques, jointes au rude labeur et au savoir-faire des agriculteurs de la région. La situation varie toutefois passablement selon les pays: les taux de croissance ont été égaux ou supérieurs à la moyenne régionale dans 11 pays et inférieurs dans 9 autres. La consommation a diminué dans certains pays. De graves pénuries alimentaires localisées ont affecté les populations vulnérables et victimes de la sécheresse.

18. Le Directeur général a noté qu'après la forte contraction des stocks de céréales, le résultat des récoltes de cette année sera encore plus crucial que d'habitude pour l'approvisionnement alimentaire de la région. La mousson du sud-ouest a commencé à temps cette année, apportant des pluies étendues et abondantes. Les conditions atmosphériques au cours des deux prochains mois joueront un rôle capital. Si elles sont défavorables aux cultures au cours des quelques mois à venir, il faudra peut-être importer des quantités accrues de céréales vivrières au moment même où les disponibilités en céréales vivrières, spécialement en riz, sont assez maigres sur les marchés mondiaux. Il faudra surveiller de très près la situation, compte tenu en particulier de la sécheresse actuelle en Amérique

du Nord. On s'attend à ce que les disponibilités en céréales soient plus réduites sur les marchés internationaux durant les années à venir. Les cours des céréales sur le marché mondial sont déjà montés en flèche et ils pourraient augmenter encore.

19. Le Directeur général a brièvement évoqué les thèmes qui sont traités sous les trois points principaux de l'ordre du jour de la Conférence. En ce qui concerne la situation nutritionnelle, il a déclaré qu'elle avait évolué positivement grâce à l'accroissement de la production céréalière. Les disponibilités caloriques par habitant augmentent. La proportion des malnourris est tombée de 21 pour cent en 1971 à 17 pour cent en 1981 et tout porte à croire que cette tendance à la baisse se maintiendra. Ces progrès font toutefois ressortir les îlots de sous-alimentation et les déséquilibres alimentaires qui subsistent. Il faut adopter des politiques incitatives visant à encourager la production de légumineuses et de produits laitiers, ainsi que le petit élevage et la pêche artisanale. Ces politiques devraient être complétées par une bonne éducation du consommateur.

20. Passant à la production animale, le Directeur général a noté que, grâce à la forte augmentation de la production de céréales, il existe aujourd'hui d'énormes quantités de paille. Le traitement à l'urée, technique simple et peu coûteuse, peut accroître fortement la valeur nutritionnelle de la paille pour les ruminants. Cette pratique n'est toutefois pas très répandue. En outre, la situation laisse beaucoup à désirer en ce qui concerne la reproduction et la génétique animales. Les agriculteurs n'utilisent pas des taureaux sélectionnés; l'insémination artificielle n'est pas assez répandue et les ressources génétiques bovines sont insuffisantes. D'où la nécessité de la vulgarisation. Quand les paysans ont été motivés et quand leur énergie a été mobilisée, on a obtenu d'excellents résultats. Les maladies infectieuses causent encore de lourdes pertes dans les pays en développement et il convient d'entreprendre des campagnes de lutte au niveau régional plutôt que national. A cet égard, la FAO a élaboré un projet régional pour l'éradication de la peste bovine.

21. Parlant de l'agroforesterie, le Directeur général a évoqué le conflit entre l'agriculture et la forêt. Il a noté que, dans une région qui abrite 69 pour cent de la population agricole mondiale mais qui ne dispose que de 28 pour cent des terres agricoles du globe, la menace pour les forêts ne peut que s'aggraver. On estime que la région a perdu 10 millions d'hectares de couvert forestier entre 1975 et 1985. La culture itinérante, qui est pratiquée sur 75 millions d'hectares et dont vivent environ 30 millions de personnes dans la région, vient aggraver la menace pour les forêts tropicales et subtropicales. Les résultats du déboisement sont l'érosion, l'appauvrissement du sol et la dégradation des bassins versants. Il faut trouver le moyen d'exploiter les ressources en terres sans les épuiser. L'agroforesterie offre une solution viable. On peut utiliser de bonnes pratiques sylvopastorales pour restaurer les bassins versants dégradés et stabiliser les pentes érodées. Les besoins écologiques peuvent être conciliés avec les impératifs socio-économiques.

22. Le Directeur général a souligné la nécessité d'une aide internationale accrue pour résoudre les problèmes agricoles de la région. Il incombe à la FAO de fournir cette assistance. Mais l'Organisation affronte une grave crise financière. Si elle persistait, ses activités et son existence même seraient compromises. A cause des retards dans le paiement des contributions, spécialement de la part du principal bailleur de fonds, la FAO a dû réduire de 25 millions de dollars les services qu'elle fournit

aux Etats Membres. Une nouvelle compression de 20 millions de dollars a dû être effectuée en 1988. Il aurait fallu procéder à des coupes beaucoup plus sombres, sans la contribution extraordinaire de 15 millions de dollars offerte par le Gouvernement italien.

23. La FAO pour sa part a complètement remanié son programme de travail et budget pour affiner ses priorités. Comme l'a demandé la Conférence de la FAO, l'Organisation est en train de réexaminer certains aspects de ses objectifs et de ses activités, en vue de rendre son action plus efficace. Mais à quoi pourrait servir l'examen envisagé, s'il était pratiqué sur une FAO moribonde, alors que les besoins des pays en développement sont immenses. L'orateur a fait appel à la raison et au bon sens des pays membres riches pour qu'ils imitent l'exemple de l'Italie et anticipent le versement de leur contribution.

24. Le Directeur général a souligné la nécessité d'une action immédiate, résolue et concertée pour préserver et valoriser les ressources de la région, de manière que les plus défavorisés partagent les fruits du développement et que s'épanouisse une communauté humaine civilisée, capable d'aborder le 21ème siècle avec confiance. Le texte complet de l'allocution du Directeur général se trouve dans l'annexe D au présent rapport.

25. Le Président a remercié le Directeur général de son exposé constructif, qui incite à la réflexion. L'analyse réaliste du Directeur général aidera la Conférence à mieux apprécier l'ampleur des problèmes auxquels la région est confrontée. L'orateur a évoqué les problèmes critiques que doit affronter l'agriculture, en notant que l'aptitude de la FAO à répondre aux besoins de la région a diminué. Il a exprimé l'espoir que les nations matériellement mieux pourvues fourniraient les ressources nécessaires pour affronter les défis des années 1990, qui ont des dimensions sans précédent. Jamais auparavant les agriculteurs de la région n'ont été appelés à nourrir d'aussi grandes concentrations urbaines ou à prendre en charge une lourde dette extérieure. En outre, il faut payer la note des erreurs écologiques qui ont été commises dans le passé. Le Président a assuré le Directeur général que la Conférence s'attellerait avec ardeur aux tâches qui lui sont confiées.

II. RESUME DES DELIBERATIONS

Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région

26. Des exposés ont été présentés par les délégués des pays suivants: Australie, Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Chine, Corée (République de), Etats-Unis d'Amérique, France, îles Salomon, îles Cook, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Laos, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu et Viet Nam.

27. Les représentants de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de l'Organisation internationale du travail (OIT), du Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP) et de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) ont aussi fait des exposés.

- Rôle de la FAO

28. Divers pays ont appelé à plusieurs reprises l'attention sur le rôle important et constructif joué par la FAO, sous la conduite du Directeur général. Cela a favorisé les progrès remarquables qui sont intervenus dans le secteur alimentaire et agricole, dans la région. Dans le cadre de son programme ordinaire et de ses projets de terrain, la FAO a entrepris un large éventail d'activités qui ont effectivement stimulé le développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie dans la région. Les pays membres ont particulièrement apprécié la détermination avec laquelle l'Organisation a poursuivi ses programmes, malgré des difficultés financières sans précédent. Ils ont déclaré que la FAO devait continuer à jouer un rôle important comme "agent mondial" de transfert de technologies. Il faut intensifier les activités de la FAO pour permettre aux agriculteurs et aux pêcheurs de bénéficier des progrès techniques, par l'intermédiaire de ce précieux canal multilatéral.

29. Les activités du Bureau régional, qui encourage une étroite coopération entre les pays membres de cette région, ont été appréciées. Plusieurs délégations ont félicité le Bureau régional de la FAO de son rôle dans le renforcement de la coopération technique entre pays en développement (CTPD).

30. De nombreuses délégations ont partagé et souligné les préoccupations exprimées par le Directeur général au sujet de la situation financière de l'Organisation. Ils ont instamment invité la communauté internationale et particulièrement les principaux bailleurs de fonds à s'acquitter promptement de leurs contributions ordinaires et, dans certains cas, de leurs arriérés, pour sortir l'Organisation de ses difficultés financières actuelles. L'Inde a exhorté tous les Etats Membres à honorer leurs engagements envers la FAO, sans subordonner le paiement de leurs contributions à aucune condition, de manière que les programmes approuvés puissent être entièrement exécutés.

- Comportement du secteur agricole

31. Les exposés nationaux ont mis en lumière des augmentations sensibles de la production agricole dans la région de l'Asie et du Pacifique. Certains des pays qui accusaient traditionnellement un déficit vivrier et qui dépendaient essentiellement des importations alimentaires ont progressivement atteint l'autosuffisance en aliments de base.

32. Dans la plupart des pays, l'accroissement de la production agricole a été attribué à l'application plus ou moins systématique d'une stratégie axée sur quatre grands objectifs: a) expansion de la superficie plantée en variétés à haut rendement; b) consommation accrue d'engrais; c) irrigation d'appoint pour les cultures pluviales et d) extension des réseaux d'irrigation existants pour les cultures de saison sèche.

33. Les pays de la sous-région du Pacifique ont déclaré que les plantes racines et leur amélioration continuaient à être au centre de leurs stratégies de développement de la production agricole.

34. Malgré des progrès impressionnants, la région de l'Asie et du Pacifique souffre encore de nombreux problèmes tels que la pauvreté, le chômage, la grande disparité des revenus et la faible productivité agricole dans certains pays.

35. L'un des événements nouveaux, durant l'exercice biennal, a été le développement significatif de la coopération au sein du forum de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC). Il a abouti à la mise au point définitive d'une proposition de création d'une réserve de sécurité alimentaire de 200 000 tonnes. Des arrangements définitifs sont mis au point pour créer à Dhaka un centre régional SAARC d'information agricole.

36. Le Bangladesh a annoncé d'importants changements de politique qui comprennent l'élimination des subventions et la privatisation de la distribution des moyens de production agricole. Ces mesures ont peut-être réduit la productivité des petits paysans, qui sont la majorité au Bangladesh.

37. L'agriculture et la foresterie sont toutes deux vitales pour l'économie du Bhoutan. En 1986, ces secteurs ont fourni 51 pour cent du produit intérieur brut. Pour développer son agriculture, le Bhoutan est en train d'introduire une stratégie qui comprend trois volets: programmes à base territoriale, stimulants et services et amélioration de la planification, valorisation des ressources humaines et amélioration des capacités d'exécution.

38. En Birmanie, la superficie semée en paddy est restée presque inchangée (environ 5 millions d'hectares), au cours des dix dernières années. Dans ce pays, la culture est surtout pluviale: les superficies irriguées ne représentent que 13 pour cent de la superficie totale nette ensemencée. Le manque de moyens de production agricole, comme les carburants, les engrais et les produits agrochimiques, a limité le développement.

39. En 1987, la valeur de la production agricole chinoise a augmenté de 4,7 pour cent par rapport à 1986. La production totale de céréales en 1987 a atteint 402 millions de tonnes, soit 2,8 pour cent de plus que l'année précédente. La Chine estime que l'amélioration de l'éducation et des compétences techniques des agriculteurs, la vulgarisation des techniques agricoles et la communication des résultats de la recherche aux agriculteurs sont désormais les seuls moyens de stimuler dans une mesure importante le développement de l'agriculture.

40. La République démocratique populaire de Corée a indiqué les progrès qui ont contribué au développement de son agriculture. Ce sont notamment le gigantesque "West Sea Barrage", une voie d'eau couverte qui traverse une chaîne de montagnes de 40 km de longueur, l'installation de systèmes d'irrigation par aspersion dans les zones non cultivées en paddy, la construction de nouvelles usines d'engrais qui veulent produire chaque année 900 000 tonnes d'engrais azotés et 510 000 tonnes d'engrais potassiques, ainsi que la bonification des terres intercotidales.

41. En 1987, la plus grande partie du territoire indien a souffert de la plus grave sécheresse de ce siècle. L'Inde a élaboré une stratégie intégrée de lutte contre la sécheresse et a opéré de forts prélèvements dans les stocks régulateurs de céréales vivrières. Elle a aussi entrepris de nouveaux programmes de création d'emplois et accéléré la réalisation des programmes d'approvisionnement en eau potable et de production de fourrage. Un programme spécial de production de céréales vivrières a été lancé dans le cadre du septième plan quinquennal. Dans le budget central de 1988, les crédits pour l'agriculture ont été majorés de 40 pour cent. Le gouvernement

a lancé un programme d'assurance récolte à bon marché qui a versé aux assurés 2,6 milliards de roupies au cours des deux dernières années. Les prix de soutien minimums ont été continuellement relevés. A la fin du siècle, les besoins de l'Inde en céréales vivrières se monteront à 240 millions de tonnes. On s'attend à ce que la consommation annuelle de céréales vivrières par habitant passe de 170 kg en 1987 à 215 kg en l'an 2000.

42. L'Indonésie fait de gros efforts pour diversifier son agriculture, afin qu'elle repose sur des bases plus larges et plus viables.

43. Au Laos, l'agriculture dépend encore beaucoup des conditions atmosphériques et elle a déjà souffert de sécheresses et d'inondations récentes.

44. En Malaisie, la production de paddy a baissé de 4,6 pour cent entre 1986 et 1987, surtout à cause de la mauvaise récolte durant la saison sèche. En 1986, le Gouvernement de Malaisie a lancé le "corporate farming system". Il consiste à aménager des terrains agricoles dans lesquels les champs de paddy sont systématiquement équipés de dispositifs de drainage et de routes permettant aux paysans d'avoir accès aux machines agricoles et aux rizeries. Ce système, mis en place jusqu'à présent dans environ 5 000 villages, se montre très prometteur.

45. Le Népal a commencé à décentraliser le pouvoir de décision et à introduire à tous les niveaux un mécanisme coordonné efficace de contrôle et de surveillance.

46. La production agricole a augmenté de 4,4 pour cent par an au Pakistan. La Commission nationale de l'agriculture a examiné la situation dans ce secteur et recommandé des stratégies et des politiques pour la période de 12 ans 1988-2000. Le rapport de la Commission soulignait les liens vitaux entre le développement agricole et le développement rural. Dans le passé, la production de blé, de riz et de coton a enregistré des gains considérables au Pakistan, mais les résultats n'ont pas été aussi satisfaisants en ce qui concerne les huiles comestibles, la canne à sucre et le maïs. La Commission a recommandé de privilégier résolument les cultures et les produits de haute valeur, comme les fruits, les légumes et les produits animaux.

47. Aux Philippines, la tendance au déclin de l'économie s'est renversée et le produit national brut a augmenté de 1,5 pour cent en 1986 et de 5,7 pour cent en 1987. Il s'agit maintenant surtout de soulager la misère, de redistribuer les possibilités de création de richesses et de maintenir le dynamisme de l'économie, même au prix d'un endettement extérieur coûteux. Le programme complet de réforme agraire, récemment transformé en loi par le Congrès, a commencé à être mis en oeuvre. Les programmes spécialement destinés aux catégories défavorisées, comme les habitants des hautes terres, les communautés agricoles et les pêcheurs de subsistance, seront intensifiés.

48. Actuellement, la République de Corée est préoccupée par la forte proportion des familles qui cultivent moins d'un hectare de terres, situation qui compromet fortement la productivité agricole. Une autre source de graves préoccupations est la disparité des revenus entre les zones rurales et les zones urbaines. La Corée a lancé un nouveau programme intégré de développement rural en 1986, dans lequel elle a investi

2,1 milliards de dollars. Il vise à accroître la productivité agricole, à multiplier les sources de revenus agricoles et à améliorer les conditions de vie des populations rurales, moyennant une amélioration des services sanitaires, de l'éducation et des transports. Le gouvernement a révisé sa politique agricole dans le sixième plan quinquennal de développement économique et social, pour tenir effectivement compte de cette modification de l'environnement agricole.

49. La politique adoptée par le Gouvernement de Samoa vise à encourager la participation du secteur privé au programme d'industrialisation du pays. Un projet de loi sur le copra et le cacao a été présenté au Parlement, pour transférer l'achat et la commercialisation de ces deux produits du gouvernement au secteur privé. Le rôle du gouvernement consistera à contrôler la qualité et à réglementer les prix à payer aux producteurs. Dans le cadre du programme de relance de la production de cacao, Samoa a mis en place un système de prêts à remboursements différés pour le cacao. Il fournit des crédits aux petits paysans pour développer leurs plantations de cacaoyers. Si les agriculteurs réussissent à établir des plantations de cacaoyers, les prêts sont transformés en subventions.

50. Aux îles Salomon, le riz joue un rôle de plus en plus important dans l'alimentation, dans les zones urbaines et rurales. Les importations de riz ont atteint plus de 10 000 tonnes en 1987. Les recherches sur les possibilités de culture de riz pluvial par les petits paysans se poursuivront.

51. La diversification des cultures est un élément important du Plan national agricole de Sri Lanka. Le "Council for Agricultural Research Policy" (CARP), récemment créé, coordonnera toutes les recherches sur l'agriculture, l'élevage, la pêche et les produits forestiers. Cet organisme a été créé pour établir des liens entre les décideurs, les exécutants, les producteurs et les chercheurs. Il fixera aussi les grandes lignes de la politique nationale de recherche agronomique et il identifiera des priorités pour chaque sous-secteur.

52. En Thaïlande, le secteur agricole a fourni 17 pour cent du PIB (produit intérieur brut), 58 pour cent des recettes à l'exportation et 68 pour cent des possibilités d'emploi. Le taux de croissance du secteur agricole devrait atteindre 7 pour cent en 1988. Malgré ces perspectives optimistes, le rétrécissement des marchés mondiaux et le protectionnisme grandissant sont des causes de préoccupation. La Thaïlande partage ces préoccupations avec d'autres pays en développement exportateurs.

53. La production alimentaire au Viet Nam a augmenté régulièrement entre 1981 et 1985, mais elle a stagné en 1986-87, à cause des calamités naturelles continues et d'autres facteurs limitants. Des efforts sont entrepris pour améliorer les moyens de transport et d'entreposage.

- Nutrition

54. La Conférence a noté que 400 millions environ de malnourris, soit 60 pour cent de la population mondiale sous-alimentée, vivent dans la région de l'Asie et du Pacifique. La qualité nutritionnelle de la production alimentaire retient donc une attention croissante dans différents pays de la région.

55. Le sixième Plan du Bhoutan prévoit l'enseignement de l'agriculture, de la nutrition et de l'écologie dans les écoles. En outre, toutes les écoles ont des jardins potagers. Les îles Cook ont créé un Comité de l'alimentation et de la nutrition pour développer la production et la consommation des aliments locaux, sensibiliser la population aux problèmes de santé, promouvoir des enquêtes sanitaires et contrôler la qualité des aliments importés.

56. Dans son programme de satisfaction des besoins de base, le Népal a introduit, dans ses objectifs de production, une marge de 10 pour cent en sus des besoins moyens en céréales vivrières et en pommes de terre. La production d'aliments complémentaires comme le lait, la viande, les oeufs, les légumes, les fruits et le poisson est encouragée. En Thaïlande, les légumes et la viande sont en train de prendre une plus grande place dans le régime alimentaire des populations des zones agricoles plus développées. La plupart des agriculteurs combinent leur production végétale actuelle avec l'élevage, l'aviculture et la pisciculture.

- Développement de l'élevage

57. Plusieurs délégations ont noté avec satisfaction l'importance attribuée par la Conférence régionale au développement de l'élevage. La plupart des pays envisagent des programmes d'amélioration de la santé animale, moyennant le renforcement des services vétérinaires, l'amélioration génétique du bétail et le développement des cultures fourragères. Meilleures races, meilleure santé et meilleurs aliments, tels sont les moyens par lesquels les pays essaient d'accroître la productivité. Les pays d'Asie du Sud ont souligné que les terres ne cessent de se raréfier, de sorte que le développement des ressources en fourrage et autres aliments pour le bétail est devenu un problème majeur. Etant donné la multitude des petits paysans qui élèvent des animaux, l'élevage devrait rester pleinement intégré dans les autres activités agricoles.

58. L'Inde a noté avec satisfaction les mesures prises pour développer l'élevage des chèvres et des moutons, mais il faut veiller à ce que le nombre de ces petits ruminants ne dépasse pas les seuils recommandés, spécialement dans les zones écologiquement fragiles. Le Népal a invité la communauté internationale à l'aider à exécuter une étude approfondie sur les stratégies à long terme de développement de l'élevage.

59. La Malaisie a décrit le système de contrats récemment introduit dans l'aviculture. Il fait intervenir le secteur privé, les petits exploitants et les organismes gouvernementaux. Dans ce système, de grandes entreprises produisant des volailles de chair fournissent des poussins d'un jour aux petits paysans, qui les élèveront jusqu'à l'âge où ils seront commercialisables. Ces poulets sont alors revendus aux fournisseurs avec un bénéfice. Le Département des services vétérinaires donne une formation aux petits exploitants et il a aussi mis sur pied à leur intention des services de consultation et des programmes de lutte contre les maladies.

60. Dans les pays insulaires du Pacifique, les porcs sont traditionnellement les seuls animaux élevés par les villageois. Des bovins ont été utilisés pendant de nombreuses années dans les plantations de cocotiers pour éliminer la végétation arbustive. L'élevage des bovins s'est révélé peu rentable pour les petits agriculteurs, à cause de la faible

production des pâturages, des bas prix et de la difficulté de rassembler les bovins provenant d'îles éloignées. Vanuatu bénéficie toutefois de conditions favorables pour la production de viande de boeuf. L'absence de maladies graves des bovins a permis le développement d'un commerce d'exportation.

- Développement forestier

61. Dans leurs exposés, les pays ont fortement souligné la nécessité impérieuse de conserver les ressources forestières tropicales et d'assurer leur utilisation durable, sur une base systématique. Le plan d'action forestier tropical (TFAP) a recueilli une adhésion unanime. Les délégations ont souligné la nécessité d'élaborer des plans d'action nationaux pour les forêts tropicales, en vue d'intensifier les activités, avec l'appui accru de la communauté internationale.

62. Le Gouvernement du Bangladesh est en train d'examiner la nécessité d'élaborer un TFAP national. Sous l'effet de la pression démographique et de l'accélération de la demande de bois, les ressources forestières se sont fortement appauvries. Une action concertée est nécessaire pour conserver les ressources forestières restantes.

63. Etant donné la fragilité des écosystèmes montagneux, le Gouvernement du Bhoutan accorde la plus haute priorité à la conservation des ressources forestières. Pour appeler l'attention de l'opinion publique sur l'importance des forêts, le 2 juin, jour du couronnement au Bhoutan, a été consacré à la plantation d'arbres. L'agroforesterie est considérée comme un moyen important de modifier les méthodes de culture itinérante, ce qui atténuera certains des effets dommageables de cette pratique sur l'environnement.

64. La Birmanie exploite chaque année pour l'exportation et la consommation intérieure 400 000 tonnes de teck et un million de tonnes de feuillus. Le gouvernement a décrété qu'il fallait planter un hectare de teck pour chaque centaine de tonnes de teck extraites. A partir de 1980, 25 000 à 30 000 ha de forêts ont été plantés chaque année. On encourage la plantation de bois de feu pour l'autoconsommation, à raison de 20 ha par centaine de ménages. La technologie du biogaz est aussi encouragée dans les zones rurales. Le gouvernement a créé en 1983 le Centre de production et d'utilisation de biogaz. On a installé à ce jour environ 1 200 digesteurs de taille familiale pour la production de biogaz. Environ 2 000 digesteurs devraient être complètement installés d'ici 1989-90.

65. L'agroforesterie occupe une place privilégiée dans les programmes forestiers de la Chine. Elle est encouragée pour favoriser l'utilisation optimale des ressources en terre, accroître les revenus des agriculteurs, fournir de l'énergie renouvelable et protéger les terres contre les risques d'érosion.

66. Avec l'aide de la FAO, la Malaisie est en train d'élaborer son TFAP national. Elle a aussi lancé un programme de reboisement pour compenser l'épuisement des ressources forestières naturelles. Au total, quelque 850 000 ha de terres forestières seront plantés d'essences à croissance rapide dans la péninsule malaise d'ici 1987, pour la production de bois d'oeuvre. Des projets analogues sont entrepris à Sabah et au Sarawak.

67. Le Japon a déclaré que la conservation des ressources forestières tropicales est menacée par des problèmes aigus. Les TFAP pourraient contribuer dans une mesure notable à diffuser des approches appropriées. Le Japon collaborera aux efforts déployés par la FAO pour promouvoir des TFAP.

68. L'Indonésie a souligné la nécessité de développer l'agroforesterie dans le cadre de la CTPD. La coopération ne devrait toutefois plus être limitée à une action concertée entre les gouvernements, les ministères ou les organismes spécialisés. Il est désormais impératif d'encourager une coopération plus étroite entre les agriculteurs eux-mêmes.

69. Le Népal a informé la Conférence de son plan directeur pour le secteur forestier. Ce plan répond au besoin de politiques et de stratégies forestières à long terme. Le Népal est convaincu que les efforts visant à promouvoir l'agroforesterie pour améliorer l'utilisation des terres contribueront dans une large mesure à établir durablement l'équilibre souhaitable entre l'homme et son environnement.

70. Le Pakistan a reconnu la nécessité d'une politique à long terme de conservation des ressources, spécialement pour les forêts, les bassins versants, les terrains de parcours et les terres arides. Il cherche actuellement à créer des organismes fédéraux et provinciaux qui s'occuperont systématiquement de ces problèmes capitaux.

71. La République de Corée a souligné que l'agroforesterie fournissait une solution appropriée pour conserver et améliorer les ressources en terres, ainsi que pour accroître les revenus des petits paysans. Chaque pays devrait établir un modèle d'agroforesterie qui lui soit propre et qui prenne en considération et améliore les méthodes traditionnelles et éprouvées d'utilisation des terres.

72. La Thaïlande s'est inquiétée du déboisement rapide, dû aux empiètements sur les forêts par les cultivateurs itinérants, les agriculteurs des hauts plateaux et les tribus des collines. L'abattage illégal du bois et l'utilisation des terres forestières pour le développement de l'infrastructure aggravent le problème. Plusieurs mesures sont à l'étude pour renverser cette tendance. Elles comprennent l'étude de la législation et de la réglementation pertinente, en vue d'inciter la population locale et les organisations privées à participer au reboisement.

73. Le Viet Nam a appliqué une politique d'attribution des terres forestières aux coopératives ou aux individus, avec des contrats à long terme. Des systèmes agroforestiers adaptés aux conditions locales sont encouragés, de même que les systèmes traditionnels combinant la culture, l'élevage et la production de poisson.

74. Dans plusieurs pays insulaires du Pacifique, les principaux problèmes forestiers sont l'évaluation et l'aménagement durable des ressources forestières existantes, l'intensification de l'agroforesterie traditionnelle et le reboisement des terres dénudées.

- Commerce

75. De nombreuses délégations ont estimé que l'agriculture demeurerait l'illustration la plus préoccupante d'un système commercial mondial qui doit être réformé d'urgence. Les politiques protectionnistes, les politiques qui provoquent des distorsions des échanges, les politiques nationales de

soutien inadéquates et les réglementations et disciplines commerciales inadaptées prolifèrent. L'Australie a demandé d'inscrire la réforme agricole dans un cadre à long terme qui réduirait progressivement et finirait par éliminer les distorsions du commerce.

76. Les pays ont souligné que la région de l'Asie et du Pacifique bénéficierait sensiblement de la libéralisation du commerce agricole. La Birmanie a déclaré que le commerce agricole dans la région a continué à décliner à cause des barrières commerciales. L'Indonésie a noté que les subventions aux agriculteurs dans les économies développées contribuaient à appauvrir des millions d'habitants des pays en développement.

77. Le Japon a reconnu que l'expansion des exportations de produits agricoles avait une importance capitale pour les économies des pays en développement. Il a donc réduit ou aboli les droits pour un nombre substantiel de produits agricoles importés des pays en développement, dans le cadre du système global de préférences commerciales. La Malaisie a déclaré que de nouvelles barrières étaient érigées par les pays développés sous une forme déguisée, en vue de limiter l'accès à leurs marchés. Ces barrières comprennent des tentatives pour effrayer les consommateurs en classant les produits des pays en développement comme dangereux pour la santé, sans base aucune scientifique.

78. Le Pakistan a souligné qu'une ère marquée par la récession, le protectionnisme et la stagnation de la production exige des réponses appropriées aux niveaux national et international. La libéralisation du commerce agricole, la stabilisation des marchés internationaux des céréales et l'ajustement discipliné de la production agricole sont certains des objectifs vitaux auxquels la communauté internationale devrait apporter une adhésion sans réserve.

79. Les Etats-Unis d'Amérique ont souligné qu'ils s'engageaient à éliminer, au cours d'une période de dix ans, toutes les restrictions aux importations agricoles et toutes les subventions agricoles qui affectent directement ou indirectement le commerce. Il faut adopter une approche acceptée sur le plan international en matière d'établissement et d'application des réglementations sanitaires, pour faire en sorte que celles-ci soient harmonisées et non utilisées comme des limitations au commerce. La proposition des Etats-Unis autoriserait le maintien de subventions et de droits ne s'appliquant pas à des produits spécifiques, quand le besoin de le faire est établi. Elle prévoit en outre une réduction progressive des plafonds des droits quand la performance économique d'un pays s'améliore. En outre, les Etats-Unis ont proposé d'éliminer les embargos sur les exportations alimentaires, en application des règles révisées de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Déclarations des délégations des observateurs

80. Le Directeur du Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP) a déclaré que les ministres du développement rural s'étaient réunis à Dhaka, Bangladesh, en avril 1987 et avaient adopté la "Déclaration de Dhaka sur le développement rural", qui invite à intensifier la coopération régionale en matière de développement rural.

81. Le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a noté avec satisfaction le choix des locaux de la CESAP pour accueillir cette réunion de haut niveau. Il a informé les participants que la CESAP étudierait en détail l'impact des prix déprimés des exportations agricoles sur la situation socio-économique des petits paysans et des travailleurs agricoles sans terres. Il a évoqué les programmes de la CESAP et les moyens d'harmoniser son travail avec celui de la FAO.

82. Le Secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a souligné que, pour que la participation soit significative et efficace, elle doit passer par l'intermédiaire d'organisations démocratiques et autonomes. Les organisations internationales peuvent aider ces dernières en créant les conditions nécessaires à leur formation et à leur libre fonctionnement.

83. Le représentant de l'Organisation internationale du travail (OIT) a souligné l'utilité de la collaboration entre l'OIT et la FAO, par l'intermédiaire de mécanismes conjoints tels que le Comité FAO/CEE/OIT des techniques de travail en forêt de la formation des ouvriers forestiers.

Rapport sur les activités de la FAO dans la région, notamment mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la dix-huitième Conférence régionale, et programme de travail 1988-89 dans la région

84. Le sous-directeur général, représentant régional pour l'Asie et le Pacifique, a présenté les documents du Secrétariat¹. Il a déclaré que la vingt-quatrième Conférence de la FAO, tenue à Rome du 7 au 26 novembre 1987, avait examiné et approuvé le programme général de l'Organisation. Le programme de travail pour la région fait partie intégrante de ce document approuvé. Outre les activités exécutées au titre du programme ordinaire, la FAO a entrepris 80 projets régionaux et 556 projets au niveau des pays, durant l'exercice 1986-87.

85. La dernière conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, tenue en juillet 1986, avait recommandé que le programme de travail de la FAO soit axé sur les cinq domaines prioritaires suivants:

- i) Promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) dans la région Asie-Pacifique;
- ii) Promotion du principe d'équité dans la croissance agricole;
- iii) Mise en valeur des zones de culture pluviale et autres zones critiques;
- iv) Diversification des économies agricoles des pays en développement;
- v) Développement agricole des petits pays insulaires de la région.

86. Ces priorités ont été dûment prises en considération dans l'élaboration du programme de travail 1988-89.

¹ APRC/88/2; APRC/88/3.

87. L'orateur a rappelé que la région a des caractéristiques et des problèmes communs. La CTPD est donc un instrument idéal pour le transfert de technologie. Par exemple, la plupart des pays produisent du paddy et fournissent plus de 90 pour cent de la production mondiale de cette céréale. Comme les différences sont très marquées, les besoins et les possibilités de CTPD sont considérables. L'aquaculture est largement pratiquée dans certains pays, mais non dans d'autres. Des percées technologiques importantes ont été réalisées dans certains secteurs de la production agricole, par exemple en ce qui concerne le riz hybride. Les technologies mises au point sont éminemment transférables dans d'autres pays. Il existe donc une bonne base pour des enseignements mutuels. Pour encourager la CTPD, la FAO mise essentiellement sur ses commissions régionales et sur les projets régionaux qu'elle exécute. Durant l'exercice 1986-87, les sept commissions régionales techniques de la FAO qui s'occupent respectivement de la production et de la santé animales, des statistiques agricoles, de la gestion des exploitations, des pêches, des forêts, de la sécurité alimentaire et de la protection des végétaux ont continué à travailler activement. Elles ont tenu huit réunions durant la période considérée. En outre, la FAO a encouragé la création d'associations régionales composées principalement d'organismes para-étatiques des pays membres ou renforcé celles qui existaient déjà. Outre l'Association de crédit agricole pour l'Asie et le Pacifique (APRACA) et l'Association des organismes de commercialisation des produits alimentaires en Asie et dans le Pacifique (AFMA), la FAO a aidé à créer l'Association Asie-Pacifique des instituts de recherche agronomique (APAARI), en vue de promouvoir des programmes de CTPD.

88. La Conférence a félicité le secrétariat pour la qualité de son document ², qui est exhaustif et bien présenté. Certains délégués ont suggéré de donner dans les rapports futurs des informations plus détaillées, par exemple sur les dépenses consacrées aux programmes de terrain, pays par pays.

89. La Conférence a souscrit aux objectifs et à l'orientation du programme de travail de la FAO. Elle a réaffirmé que le programme de travail pour 1988-89 devait être axé sur les cinq domaines prioritaires définis par la dix-huitième Conférence régionale de la FAO, tenue en juillet 1986.

90. La Conférence a demandé au secrétariat de prendre en compte et de nous exprimer par les pays membres en établissant les priorités et les programmes pour 1990-91. Elle a proposé qu'au cours de ses prochaines sessions la Conférence examine les priorités pour l'exercice biennal qui suit immédiatement.

91. La Conférence a noté avec une vive préoccupation les observations contenues dans l'exposé du Directeur général au sujet de la situation financière inquiétante de la FAO, résultant du non-paiement des contributions dues à la FAO par les principaux bailleurs de fonds. Elle s'inquiète en particulier du fait que, alors qu'il est de plus en plus nécessaire de fournir une assistance technique aux pays en développement, la capacité de la FAO de répondre à ces besoins diminue de façon alarmante. Des réductions importantes du personnel technique ont été opérées, après les fortes compressions des ressources budgétaires destinées à financer des missions de terrain dans les pays. La Conférence a noté qu'il s'agissait d'une situation sans précédent, qui devrait être rapidement corrigée, pour

que la FAO puisse continuer à s'acquitter des tâches qui lui incombent en tant que principale organisation des Nations Unies dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Dans ce contexte, la Conférence a invité instamment tous les Etats Membres à payer rapidement leurs contributions à la FAO. Plusieurs délégations ont invité spécialement les principaux bailleurs de fonds à verser promptement les sommes dont ils sont redevables. En souscrivant à cet appel, une délégation a fait observer que tous les Etats Membres doivent honorer leurs obligations financières, sans poser aucune condition.

92. La Conférence a réaffirmé son appui aux initiatives prises par la FAO pour promouvoir la CTPD et a estimé que les Etats Membres devraient offrir les moyens dont ils disposent pour favoriser la CTPD.

93. La Conférence a reconnu que, dans de nombreux pays de la région, de vastes étendues de terres sont affectées par des problèmes particuliers, comme la salinité. A ce propos, la Conférence a suggéré que la coopération régionale en matière d'aménagement des sols ingrats devrait être renforcée. Elle a noté avec satisfaction la proposition de la FAO d'organiser une consultation d'experts à ce sujet.

94. La Conférence a reconnu l'importance de la récolte des eaux de pluie et des petits ouvrages de conservation des eaux. Elle a approuvé la proposition de la FAO de convoquer une consultation d'experts sur les dispositifs d'élévation de l'eau et sur la petite irrigation, durant l'exercice en cours.

95. Reconnaisant la nécessité d'accroître la productivité et les revenus des petits paysans, la Conférence a approuvé la proposition d'organiser une réunion technique sur la programmation des exploitations agricoles pour déterminer le mode d'utilisation le plus efficace de leurs ressources, en vue de maximiser les revenus des petits paysans. En outre, la Conférence a souligné la nécessité de mettre davantage l'accent sur le rassemblement et l'analyse de données relatives aux exploitations agricoles pour élaborer les politiques de prix et pour décider de l'affectation des ressources. Il faudrait entreprendre des études pour identifier les carences dans les systèmes de rassemblement de données.

96. La Conférence a réaffirmé l'importance de l'éducation, de la vulgarisation et de la formation agricoles pour diffuser des informations et transférer des techniques aux petits paysans. Elle a proposé d'entreprendre des études sur la vulgarisation agricole, en accordant une attention particulière aux liens entre la recherche et la vulgarisation.

97. Comme il n'est guère possible d'étendre encore la superficie cultivée dans la région, la Conférence a souligné que l'accroissement des rendements est le moyen principal de couvrir la demande future d'aliments. Diverses mesures sont nécessaires à cet effet, y compris la mise au point et le transfert de techniques de production appropriées. Dans ce contexte, la Conférence a noté avec satisfaction la proposition d'organiser en Chine un cours de formation régional sur la production de riz hybride et un cours analogue sur la production de coton hybride en Inde. La Conférence a suggéré de fournir une assistance accrue aux pays qui ne sont pas traditionnellement producteurs de blé pour mettre en place des programmes de production de blé ou renforcer ceux qui existent déjà, tout en notant la nécessité pour ces pays de tenir compte des avantages comparatifs.

98. La Conférence a aussi noté avec satisfaction l'accent qui est mis sur la stabilisation de la production dans les zones de culture pluviale, moyennant l'amélioration des techniques d'utilisation des eaux et de conduite des cultures. Elle a approuvé la proposition d'organiser une consultation régionale d'experts sur l'agriculture pluviale et de documenter et de diffuser les expériences réussies en matière de planification conjoncturelle des cultures. Cela aidera les pays à partager les technologies existantes et à accroître la production des cultures pluviales.

99. Considérant que la production de céréales a beaucoup progressé dans la plupart des pays de la région, la Conférence a affirmé la nécessité de diversifier la production végétale. A ce propos, elle a suggéré de renforcer les activités de recherche-développement portant sur des plantes telles que les légumineuses à grains, les graines oléagineuses, les petites cultures d'exportation et les racines et tubercules, pour accroître leur production, et de collaborer étroitement avec les organisations compétentes du système des Nations Unies opérant dans la région, dans les cas appropriés.

100. La Conférence a souligné la nécessité d'accroître l'efficacité de l'irrigation et a approuvé la proposition de la FAO d'organiser une consultation régionale d'experts sur les associations d'usagers des eaux et de publier un rapport technique sur les méthodes d'évaluation de l'efficacité de l'irrigation.

101. La Conférence a approuvé les activités prévues par la FAO sur l'analyse des problèmes et perspectives de la production de graines oléagineuses et la constitution d'un réseau régional en vue d'encourager la CTPD dans ce secteur. Il a été proposé d'établir des réseaux de ce type pour le coton et les légumes.

102. La Conférence a noté la nécessité d'accorder une attention appropriée, dans les programmes de diversification des cultures, non seulement à l'amélioration de la productivité et de la production, mais aussi à la manutention après-récolte, à l'entreposage, au transport et à la commercialisation.

103. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire et d'accroître les recettes d'exportation dans la région, la Conférence a pleinement appuyé la proposition de poursuivre le développement de la production de racines et tubercules, noix de coco, cacao et bananes dans le Pacifique Sud. Elle a approuvé la proposition de la FAO d'organiser une consultation d'experts sur l'amélioration de la production de plantes-racines et de tubercules dans les petits pays insulaires.

104. En ce qui concerne la diversification des cultures, la Conférence a proposé de veiller à promouvoir tous les aspects de l'horticulture, y compris la production, la récolte, la transformation et la commercialisation.

105. La Conférence a reconnu que la surveillance des ravageurs et des maladies exotiques reste au premier rang des préoccupations. Il est d'une importance vitale de prévenir toute nouvelle attaque de ravageurs et de maladies, en appliquant des mesures phytosanitaires après l'entrée. La Conférence a donc approuvé les activités de la FAO qui visent à aider les Etats Membres à renforcer l'efficacité de leurs mesures de contrôle phytosanitaire.

106. La Conférence a reconnu que la lutte intégrée contre les ravageurs est l'une des stratégies les plus appropriées pour la protection des plantes et elle a pleinement approuvé les activités de la FAO dans ce domaine.

107. La Conférence a noté qu'un commerce d'exportation libre et en expansion étaye les efforts visant à diversifier l'agriculture. Toutefois, les échanges ont été faussés non seulement par les obstacles tarifaires et non tarifaires, mais aussi par les subventions à l'exportation octroyée aux cultivateurs de divers produits agricoles. La Conférence a noté que la FAO a réalisé diverses études sur le commerce des produits agricoles et la sécurité alimentaire.

108. La Conférence a noté l'importance de la libéralisation du commerce international des produits agricoles pour les pays membres. A cet égard, elle a observé que les négociations commerciales multilatérales, qui se déroulent actuellement sous les auspices de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, fournissaient une excellente occasion d'améliorer l'accès des exportations agricoles de la région aux principaux marchés. Les participants aux négociations multilatérales ont été instamment priés de s'employer à assurer le succès de l'examen à mi-parcours qui aura lieu à Montréal en décembre 1988. Certains délégués ont toutefois souligné que la coopération internationale en matière de commerce des produits agricoles doit tenir compte de la situation des pays qui dépendent fortement des importations de produits agricoles.

109. La Conférence a réaffirmé la nécessité de réduire les pertes alimentaires et de promouvoir la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Elle a appuyé la proposition de la FAO de documenter le développement des agro-industries dans certains pays de la région et l'organisation d'une consultation régionale sur la mécanisation agricole en vue de faciliter les échanges d'informations et d'expérience.

110. Afin d'intégrer plus étroitement la culture et l'élevage, la Conférence a proposé d'utiliser davantage les résidus de récolte pour l'alimentation animale.

111. La Conférence a approuvé l'importance accordée à la coopération technique entre pays en développement dans le domaine de l'élevage et le programme de transfert de techniques d'élevage des buffles et de transfert d'embryons. Elle a pleinement approuvé les efforts déployés au niveau régional pour combattre et éradiquer les maladies animales contagieuses et en particulier la campagne d'éradication de la peste bovine en Asie du Sud.

112. La Conférence a reconnu la nécessité de renforcer les systèmes nationaux de recherche et a noté que la création de l'association des instituts de recherche agronomique de l'Asie et du Pacifique est une initiative judicieuse.

113. La Conférence a reconnu que la culture tissulaire et la biotechnologie apportent déjà une contribution précieuse à l'agriculture. Elle a proposé d'intensifier la diffusion des informations pertinentes et de renforcer les capacités institutionnelles dans le domaine de la biotechnologie.

114. Pour ce qui est de l'équité, la Conférence a noté que les petits agriculteurs se heurtent à de nombreux problèmes. Elle a pressé la FAO d'en tenir spécialement compte - notamment de l'accès aux moyens de production, de l'information sur les marchés et de la formation - en élaborant des programmes et des projets.

115. La Conférence a insisté sur le rôle vital des femmes dans l'agriculture et le développement rural et elle a instamment prié la FAO de continuer d'accorder la priorité, dans son programme de travail futur, à l'intégration des femmes.

116. La Conférence a insisté sur la nécessité de tenir compte des facteurs nutritionnels dans les programmes de diversification agricole. Elle a appuyé l'initiative de la FAO de créer un réseau asiatique sur l'alimentation et la nutrition, en vue de promouvoir la CTPD dans ce domaine. Diverses activités devraient être entreprises dans ce réseau: détermination des besoins caloriques, préparation de directives sur le régime alimentaire, utilisation d'indicateurs nutritionnels et programmes d'éducation et de sensibilisation en matière de nutrition.

117. La Conférence a souligné la nécessité de renforcer les systèmes de commercialisation des produits alimentaires et agricoles. Cette tâche est particulièrement urgente dans les pays en développement qui ont une infrastructure de commercialisation et de transport médiocre. Plusieurs délégations d'îles du Pacifique Sud ont indiqué que les obstacles à la commercialisation se soldaient par des pertes après récolte et un manque à gagner pour les petits agriculteurs. Plusieurs autres ont noté que les progrès rapides de la production alimentaire et agricole exigeaient une amélioration parallèle de la commercialisation et des autres activités après-récolte et un développement des exportations, pour faciliter le passage des pays de la région dans la prochaine décennie. La Conférence a suggéré que la FAO définisse les lignes de conduite à tenir et fournisse une assistance technique dans ce domaine.

118. La Conférence a approuvé la priorité accordée à la diffusion de techniques efficaces et éprouvées d'aquaculture dans le cadre de la CTPD, par l'intermédiaire du réseau de centres aquicoles en Asie. Elle a aussi souscrit aux activités en cours de la FAO concernant le développement des pêcheries artisanales et des services de commercialisation et d'information halieutiques, dans le cadre de ses projets régionaux, d'INFOFISH et de ses réunions régionales. En ce qui concerne les pêches maritimes, la Conférence a proposé d'intensifier les efforts déployés dans ce secteur, notamment pour évaluer les stocks et mieux gérer les pêcheries.

119. La Conférence s'est déclarée très préoccupée par le rythme accéléré du déboisement, notamment dans les zones tropicales, qui entraîne l'érosion des sols et la baisse de productivité des terres. Elle a noté que le déboisement menaçait la base même d'une production vivrière soutenue. Elle a donc approuvé la priorité accordée à la conservation des hautes terres, à la promotion de l'agroforesterie dans les zones de culture itinérante et aux programmes de foresterie communautaire, de reboisement et de conservation in situ des ressources génétiques.

120. La Conférence a pleinement souscrit aux activités de reboisement en cours. Elle a engagé la FAO, en tant qu'organisme de coordination, à accélérer la mise en oeuvre du Plan d'action forestier tropical dans la région Asie-Pacifique. Etant donné l'importance cruciale de la conservation des ressources forestières pour un développement durable, la Conférence a instamment invité les Etats Membres à formuler au plus vite des plans d'action nationaux pour les forêts tropicales.

121. Reconnaissant que les îles du Pacifique Sud ont des besoins spéciaux, la Conférence a approuvé pleinement le nouveau projet régional de développement forestier du Pacifique Sud, implanté à Port Vila, Vanuatu, qui aide ces petits pays insulaires à évaluer leurs ressources forestières et leur fournit les conseils d'experts dans des domaines névralgiques tels que le reboisement des terres dégradées, l'utilisation du bois de cocotier et le développement de l'agroforesterie.

III. QUELQUES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

La production vivrière considérée du point de vue nutritionnel dans la région de l'Asie et du Pacifique

122. Le spécialiste régional de la politique alimentaire et de la nutrition a présenté le document du secrétariat³ intitulé "Production vivrière aux fins de la qualité nutritionnelle dans la région Asie-Pacifique". Il a souligné que, dans presque tous les pays, l'augmentation de la production vivrière indigène a été la cause essentielle de l'amélioration de la situation nutritionnelle. Il a précisé que d'autres facteurs, comme la distribution des aliments, jouent aussi un rôle, mais ils ne seront pas examinés ici, car ils ont déjà été discutés lors de la dix-huitième conférence régionale de la FAO.

123. La Conférence a noté que la production alimentaire a augmenté au cours des vingt-cinq dernières années dans la région de l'Asie et du Pacifique. La production céréalière est passée de 320 millions de tonnes environ en 1961 à 765 millions de tonnes en 1986, soit un taux de croissance annuel moyen composé de quelque 3,6 pour cent. La production de racines et tubercules, aliments de base dans les pays du Pacifique, est passée de 135 millions de tonnes environ en 1961 à quelque 214 millions de tonnes en 1986, soit un taux de croissance annuel moyen de 1,9 pour cent. Par rapport aux besoins moyens, qui sont de 2 285 kilocalories, les disponibilités caloriques dans les pays en développement de la région sont passées de 1 983 kilocalories en 1961/63 à 2 437 kilocalories en 1982/84, soit environ 7 pour cent de plus que les besoins moyens et un accroissement de 23 pour cent environ des disponibilités alimentaires par habitant dans la région durant la période considérée. L'apport calorique fourni par l'ensemble des céréales a augmenté de 29 pour cent environ. L'apport calorique fourni par le blé a plus que doublé, passant de 216 à 449 kilocalories. La part du riz est passée de 1 304 à 1 677 kilocalories et celle des autres céréales a stagné aux alentours de 285 kilocalories. L'apport calorique fourni par les racines et tubercules, les légumineuses à grains et haricots et les produits animaux a généralement diminué. En revanche, l'apport calorique fourni par les sucres et les matières grasses a augmenté dans l'ensemble.

124. La Conférence a reconnu que le pourcentage des malnourris a baissé et que les disponibilités caloriques moyennes d'origine alimentaire ont augmenté dans la région. Toutefois, en raison de la croissance considérable de la population totale, les estimations récentes chiffrent à quelque 400 millions de personnes le nombre des malnourris dans la région de l'Asie et du Pacifique.

125. La Conférence a noté que, même s'il est vrai que certains efforts ont été faits pour introduire des considérations nutritionnelles dans les projets agricoles, la planification agricole, dans la plupart des pays de la région, a généralement tendu jusqu'à présent à mettre l'accent sur l'autosuffisance alimentaire, plutôt que sur les considérations nutritionnelles. Le moment est venu d'axer la planification agricole non plus sur l'autosuffisance alimentaire mais bien sur la qualité nutritionnelle. La Conférence a donc suggéré que les considérations nutritionnelles fassent désormais partie intégrante des politiques alimentaires et plans agricoles nationaux.

126. Reconnaissant la nécessité de produire davantage d'aliments appropriés du point de vue nutritionnel, spécialement de légumineuses à grains, d'huiles végétales, de fruits, de légumes et de poisson, la Conférence a instamment invité les pays à accorder l'attention voulue à la diversification de l'agriculture. Elle a noté que les possibilités d'accroître la production d'aliments appropriés du point de vue nutritionnel existent effectivement dans divers pays de la région. Pour orienter correctement la diversification agricole, la Conférence a suggéré que les pays de la région élaborent des directives alimentaires quantitatives et qualitatives, là où il n'en existe pas déjà. Il faudrait organiser à cet effet, au niveau des pays, des réunions techniques, rassemblant des spécialistes de la planification agricole et de la nutrition. La FAO devrait fournir un soutien technique à ces réunions. Le réseau asiatique proposé sur l'alimentation et la nutrition devrait coordonner les travaux sur les directives alimentaires.

127. Dans plusieurs pays en développement de la région, les stratégies d'accroissement de la production alimentaire à court terme sont centrées sur les zones mieux pourvues. Malgré leur intérêt, ces stratégies tendent à négliger les zones des pays où les déficits alimentaires se sont creusés et dans lesquelles d'importantes fractions de la population pourraient être exposées à un risque nutritionnel. C'est pourquoi la Conférence a suggéré d'identifier ces zones et ces catégories sociales. Les planificateurs agricoles devraient leur accorder une plus grande attention. L'identification des bénéficiaires devrait reposer sur des normes objectives telles que: i) poids à la naissance; ii) poids et taille des enfants à l'entrée à l'école primaire, c'est-à-dire vers 6-7 ans; iii) structure de la consommation alimentaire des enfants des écoles primaires durant la dernière année, c'est-à-dire vers 11-12 ans; iv) coût de 1 600 kilocalories d'aliments de base, exprimé en pourcentage du revenu moyen dans chacune des zones d'un pays.

128. Examinant la place du riz dans les approvisionnements alimentaires totaux de la région, la Conférence a souligné que dans les pays où les apports caloriques globaux sont satisfaisants et se composent de riz à plus de 70 pour cent, une stratégie de reconversion des rizières marginales pour les consacrer à d'autres cultures contribuerait à diversifier la composition des approvisionnements alimentaires nationaux.

129. La Conférence a noté que le blé présente l'avantage de diversifier la teneur en céréales des régimes alimentaires dans la région. Ces dernières années, plusieurs pays non producteurs de blé ont réussi à en cultiver. La Conférence a estimé que, quand les conditions agroclimatiques le permettent, la culture du blé dans les pays asiatiques de tradition rizicole offre des possibilités intéressantes qu'il convient d'exploiter, en tenant compte des avantages comparatifs.

130. La Conférence a noté non sans préoccupation que, dans la plupart des pays d'Asie du Sud, l'apport énergétique par habitant fourni par les légumineuses à grains et les haricots a sensiblement baissé. Les légumineuses à grains contiennent beaucoup de protéines et complètent donc utilement le régime à base de céréales, en améliorant la part des acides aminés essentiels. La Conférence a donc proposé que les pays s'efforcent d'identifier des espèces de légumineuses capables de pousser dans des conditions difficiles. Il faudrait améliorer la valeur de ces espèces par des manipulations génétiques.

131. La Conférence a noté que, dans les îles du Pacifique, les racines et tubercules sont des plantes vivrières importantes. Leur production ne s'améliore guère alors que les possibilités d'accroître les rendements sont considérables. C'est pourquoi la Conférence a proposé que les gouvernements prennent des mesures pour accroître les rendements, éventuellement avec l'aide d'organismes internationaux.

132. Reconnaisant la valeur nutritionnelle des matières grasses dans le régime alimentaire, la Conférence a souligné la nécessité d'exploiter le potentiel de développement des graines oléagineuses dans la région. A cet égard, la Conférence a instamment prié les pays d'accélérer leurs programmes de diversification des cultures et d'encourager la culture multiple de plantes oléagineuses à cycle court et moyen.

133. La Conférence a insisté sur le rôle du poisson et des fruits de mer, importante source de calories dans divers pays de la région, et a observé que la part de ces produits dans le régime alimentaire varie considérablement. Elle a donc proposé que les pays renforcent leurs programmes d'aquaculture, en particulier dans les zones côtières, fluviales et lacustres.

134. La Conférence a incité les pays à s'efforcer sans relâche d'accroître la production vivrière pour disposer d'approvisionnements alimentaires globaux supérieurs d'au moins 10 pour cent aux besoins nationaux moyens. Les catégories sociales défavorisées verraient ainsi s'améliorer leurs possibilités matérielles et économiques d'accès aux aliments disponibles.

135. Pour améliorer la qualité du régime alimentaire, la Conférence a souligné la nécessité pour les pays de renforcer leurs programmes d'éducation et de sensibilisation en matière de nutrition.

Progrès et problèmes du développement de l'élevage dans la région

136. Le spécialiste régional de la production et de la santé animales a présenté le document du secrétariat⁴ intitulé "Progrès et problèmes du développement de l'élevage dans la région". Il a noté que l'élevage s'est considérablement développé dans la région ces dernières années. Les progrès

4 APRC/88/5.

ont toutefois été très inégaux; il existe encore de nombreux obstacles à éliminer. Entre 1976 et 1986, le taux de croissance annuel de la production a été de 6,6 pour cent pour la viande, 3,9 pour cent pour le lait et 4,9 pour cent pour les oeufs. Les taux de croissance mondiaux correspondants ont été de 2,8, 1,9 et 3,0 pour cent respectivement.

137. La Conférence a noté que, malgré l'augmentation substantielle de la production de produits de l'élevage dans la région, l'apport de la production animale aux économies nationales est inégal; sa contribution à la nutrition reste faible, à de rares exceptions près. L'apport de protéines animales dans les pays en développement de la région est de 7 grammes seulement par habitant et par jour, alors que la moyenne mondiale est de 24 grammes. La demande de produits animaux a augmenté sous l'effet de l'accroissement des revenus par habitant dans plusieurs pays de la région. Cette demande est couverte par des importations sans cesse croissantes. L'augmentation de la production réduirait l'hémorragie de devises et augmenterait les possibilités d'emploi et les revenus des petits paysans qui ont un accès limité à la terre.

138. La Conférence a examiné les divers aspects du développement de l'élevage, à savoir nutrition, amélioration génétique, santé animale, commercialisation et crédit. Elle a noté que la paille est la principale composante des aliments des bovins et des buffles dans de nombreux pays de la région. L'amélioration de la valeur alimentaire de la paille aurait un impact maximum sur l'alimentation des ruminants. La Conférence a donc invité instamment les pays à diffuser des techniques éprouvées et bon marché d'alimentation animale consistant notamment à compléter les rations de paille par de petites quantités de fourrage vert, de tourteaux d'oléagineux et d'urée-mélasse.

139. La Conférence a reconnu les problèmes particuliers qui se posent dans les pays du Pacifique Sud en ce qui concerne les produits d'alimentation animale et a approuvé l'initiative de la FAO consistant à rechercher quels produits disponibles sur place pourraient être utilisés pour préparer des aliments améliorés pour les animaux.

140. La Conférence a noté que la production de céréales a beaucoup augmenté. Mais les céréales n'entrent que pour 10 pour cent environ dans la composition des aliments du bétail. Les pays en développement tropicaux pourraient envisager d'utiliser des céréales pour nourrir le bétail si des excédents non commercialisables deviennent disponibles, compte tenu de la demande économique effective pour la consommation humaine.

141. La Conférence a reconnu l'importance des buffles dans la région et a noté que l'aide fournie sur le plan international pour des activités de recherche et de formation dans ce domaine a été insuffisante jusqu'à présent. Elle a suggéré de prendre en considération la proposition du Pakistan de créer un centre régional de recherche et de formation pour le buffle.

142. La Conférence a noté que la région du Pacifique Sud est relativement exempte des grandes maladies animales contagieuses. Il existe toutefois des problèmes de santé animale dans d'autres parties de la région; par exemple, la peste bovine est endémique en Asie du Sud. La Conférence a noté que la

FAO a lancé une campagne d'éradication de cette maladie en Asie du Sud. Elle a demandé instamment que cette campagne reçoive tout l'appui nécessaire. Il convient de poursuivre les efforts pour combattre la fièvre aphteuse, la septicémie hémorragique et la peste porcine.

143. La Conférence a noté que la FAO aide les pays insulaires du Pacifique Sud à rester exempts de maladies animales. Ces pays doivent renforcer les moyens et installations de quarantaine dont ils disposent actuellement.

144. La Conférence a noté que certains résultats ont été obtenus dans l'amélioration du potentiel génétique des bovins et buffles locaux, mais dans l'ensemble les progrès demeurent très limités. En conséquence, la proportion d'animaux gros producteurs reste faible dans la plupart des pays en développement. La Conférence a donc demandé à la FAO d'aider les pays à mettre au point des programmes d'amélioration génétique des animaux indigènes, en faisant appel à des races exotiques, adaptées aux conditions locales.

145. La Conférence a noté avec satisfaction les premières applications des biotechnologies aux problèmes de production et de santé animales. Elle a demandé à la FAO d'accorder la priorité aux biotechnologies et spécialement à la reproduction animale, au diagnostic des maladies et à la lutte contre celles-ci.

146. La Conférence a noté que les politiques de prix et de commercialisation des produits animaux influent sur le développement de l'élevage. Les pays ont été instamment invités à mettre en place des dispositifs institutionnels appropriés pour élaborer et appliquer des politiques nationales de prix dans le secteur de l'élevage. Lorsqu'il existe déjà des institutions de ce genre pour les produits végétaux, il conviendrait d'étendre leur compétence aux produits de l'élevage. Quelques délégués ont toutefois relevé que la fixation de prix imposés ou réglementés peut conduire à une mauvaise affectation des ressources.

147. La Conférence a suggéré que la FAO aide les pays qui le demandent à exécuter des études exhaustives et à organiser des cours nationaux de formation sur les politiques de fixation des prix et de commercialisation des produits de l'élevage.

148. La Conférence a reconnu que plusieurs pays ne disposent pas de données appropriées dans le domaine de l'élevage et a suggéré que la FAO les aide à améliorer leur base de données.

L'agroforesterie pour une meilleure utilisation des terres

149. Le spécialiste régional des forêts a présenté le document du secrétariat⁵. Il a déclaré que la frontière des terres arables a déjà été atteinte dans beaucoup de pays de la région et que la dégradation des terres et la perte de fertilité des sols pose des problèmes aigus. Il a indiqué que l'agroforesterie, qui vise à obtenir des terres une production accrue, plus durable et plus diversifiée, offre des possibilités considérables de résoudre les problèmes tenaces que la dégradation des sols et la misère rurale posent dans la région.

150. La Conférence a souligné que le problème de la dégradation des terres justifie la recherche d'un large éventail de solutions. A son avis, l'agroforesterie pourrait bien être une technique qui offre des possibilités d'application considérables, en raison des avantages qui peuvent en dériver sur le triple plan économique, social et écologique.

151. La Conférence a souscrit à l'opinion selon laquelle l'agroforesterie peut améliorer la productivité des terres dans quatre cas: i) dans les bassins versants vulnérables des principaux réseaux hydrographiques où le besoin de conservation est prioritaire; ii) dans les zones de culture itinérante où l'agroforesterie peut être le mode d'utilisation des terres qui concilie les exigences écologiques avec les impératifs socio-économiques qui ont conduit à la culture sur brûlis; iii) dans les terres forestières qui ont subi les empiètements de l'agriculture et iv) dans les terres marginales et les terres incultes.

152. En examinant l'intérêt de l'agroforesterie, la Conférence s'est penchée sur les différentes formes traditionnelles qui sont pratiquées dans de nombreuses parties de la région, ainsi que sur diverses formules nouvelles et expérimentales. La Conférence a noté que deux formes d'agroforesterie, à savoir la combinaison cultures-arbres et la combinaison pâturages-légumineuses-animaux-arbres, sont les plus intéressantes pour améliorer l'utilisation des terres dans la région.

153. La Conférence a souligné que les programmes agroforestiers s'écartent à certains égards de la foresterie traditionnelle. L'agroforesterie est plus complexe et moins bien comprise. Il y a des conflits à résoudre et des choix à opérer pour la concilier avec les approches existantes en matière de développement forestier et d'utilisation des terres. La Conférence a donc suggéré d'entreprendre des recherches multidisciplinaires et des études approfondies pour orienter correctement l'agroforesterie.

154. La Conférence a souligné que la coopération technique entre pays en développement (CTPD) a un rôle capital à jouer dans la promotion de l'agroforesterie. Des organisations internationales telles que la FAO et le Conseil international de recherches agroforestières (ICRAF) peuvent aider les pays en développement à mettre en commun leurs connaissances et leurs compétences en la matière. La FAO devrait aussi envisager d'organiser une réunion régionale sur l'agroforesterie.

155. La Conférence a noté que les compétences exigées du personnel chargé de promouvoir l'agroforesterie sont beaucoup plus étendues que celles qu'on demande aux forestiers traditionnels ou aux agronomes. Elles doivent englober la planification de l'utilisation des terres, la conduite des cultures, la zootechnie et la sociologie humaine. Dans ces conditions, la Conférence a instamment demandé l'élaboration de programmes appropriés d'agroforesterie et leur introduction dans les établissements d'éducation et de formation forestières et agricoles.

156. Les systèmes de vulgarisation tant agricoles que forestiers ont un rôle à jouer dans la sensibilisation des agriculteurs à l'agroforesterie. La Conférence a insisté sur la nécessité de renforcer ces systèmes pour répondre aux besoins de l'agroforesterie. La FAO devrait continuer d'accorder une priorité élevée à l'amélioration de l'organisation et de la méthodologie de la vulgarisation.

157. La Conférence a insisté sur le rôle crucial que jouent les organismes ruraux appropriés tels que les associations et les coopératives d'agriculteurs, dans la promotion de l'agroforesterie. Il conviendrait que les industries forestières et les organismes para-étatiques exerçant des activités forestières participent eux aussi activement au développement de l'agroforesterie.

158. La Conférence a souligné que, dans certains pays, la sécurité d'occupation des terres et le droit à l'utilisation des arbres font sérieusement obstacle au développement de l'agroforesterie. Si les paysans ne sont pas sûrs d'être propriétaires et maîtres des arbres qu'ils plantent, ils répugneront sans doute à prendre les engagements à long terme indispensables pour promouvoir l'agroforesterie. La Conférence a donc suggéré de réexaminer la législation et les procédures pertinentes, quand cela est nécessaire et justifié.

159. La Conférence a estimé que, lorsque les terres disponibles doivent être consacrées à des cultures vivrières ou de rapport, de nombreux agriculteurs ne comprennent pas l'utilité de planter des arbres, en particulier quand les perspectives de profit sont éloignées dans le temps. C'est pourquoi elle a souligné la nécessité d'offrir des incitations appropriées aux paysans désireux de pratiquer l'agroforesterie.

160. La Conférence a noté que les problèmes de conservation des eaux et des sols s'aggravent dans la région et que l'agroforesterie peut contribuer à restaurer les bassins versants dégradés. Dans ces bassins, le problème est exacerbé par la pauvreté rurale. La Conférence a donc préconisé l'adoption urgente de stratégies qui permettent à la fois de soulager la pauvreté et de protéger l'environnement.

161. La Conférence a estimé que la culture itinérante est l'une des principales causes du déboisement et de la dégradation des forêts tropicales et subtropicales dans la région Asie-Pacifique et a proposé que les gouvernements envisagent d'appuyer plus énergiquement les stratégies et programmes visant à mieux aménager les terres sans évincer les agriculteurs itinérants, grâce à des techniques agroforestières appropriées.

162. La Conférence a insisté sur la nécessité pour les gouvernements d'entreprendre des enquêtes sur les terres incultes et de promouvoir de saines pratiques d'agroforesterie pour restaurer ces terres et les rendre productives.

163. La Conférence a examiné avec une attention particulière l'aptitude du Plan d'action forestier tropical à régler les grands problèmes écologiques et les conflits entre l'agriculture et la foresterie pour l'utilisation des terres de la région. Elle a instamment prié les Etats Membres d'intensifier leurs efforts pour élaborer, en matière de foresterie tropicale, des plans d'action nationaux assurant des approches intersectorielles concertées entre l'agriculture et la foresterie. Dans les plans d'action nationaux pour l'exploitation des forêts tropicales, il convient d'accorder une priorité élevée à l'agroforesterie, garante d'une agriculture durable et d'un meilleur aménagement des terres.

IV. AUTRES QUESTIONS

Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

164. Le spécialiste régional de la production végétale et de la protection des plantes a présenté le document du secrétariat⁶ intitulé "Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)".

165. La Conférence a apprécié l'aide fournie par la FAO qui, par l'entremise des représentants régionaux, assure les contacts avec les pays membres pour les aider à transmettre leurs vues au GCRAI et aider ce dernier à informer en retour les pays membres.

166. La Conférence a observé que la recherche agronomique est devenue une activité économique majeure et doit être renforcée en fonction des besoins des pays. La Conférence a donc noté avec satisfaction que les priorités et stratégies du GCRAI sont constamment analysées et réexaminées pour être adaptées à l'évolution des besoins des pays en développement.

167. La Conférence a noté avec satisfaction les mesures prises par la FAO pour créer l'Association Asie-Pacifique des instituts de recherche agronomique (APAARI) et elle a recommandé que les Etats Membres approuvent ses statuts et encouragent les instituts nationaux désignés à devenir membres de l'Association.

168. La Conférence a suggéré que l'APAARI devienne un lieu de rencontre où les représentants de la région auprès du GCRAI, les instituts du GCRAI et les responsables des systèmes nationaux de recherche pourront se consulter, échanger des informations et resserrer les liens entre eux.

169. Vu le bon travail accompli par le délégué thaïlandais représentant la région durant son mandat de quatre ans se terminant en 1988, la Conférence a prolongé ce mandat pour les deux années qui restent à courir jusqu'en 1990. Elle a aussi noté qu'à sa dix-huitième session la Conférence régionale avait élu le Bangladesh comme nouveau représentant pour la période allant de 1986 à 1990.

170. La Conférence a souligné qu'un système de rotation permet à un nombre maximum de pays de représenter la région au sein du GCRAI et a donc décidé que le mandat des pays élus sera fixé à quatre ans à l'avenir.

171. Notant que les pays insulaires du Pacifique ont des besoins de recherche spécifiques qui doivent être pris en compte dans les réunions du GCRAI, la Conférence a demandé instamment que les conférences futures prennent dûment en considération les pays insulaires quand elles éliront les représentants régionaux.

172. La Conférence a estimé qu'il faut renforcer le rôle des représentants régionaux et rendre compte plus complètement des activités du GCRAI. Elle a donc proposé que la délégation à la Conférence régionale de la FAO comprenne les représentants de la région de l'Asie et du Pacifique au sein du GCRAI pour que la Conférence puisse être mieux informée des activités de ce dernier.

Date et lieu de la vingtième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

173. La vingtième Conférence régionale se tiendra probablement entre avril et juillet 1990. Le Directeur général décidera donc du lieu de la Conférence durant la seconde moitié de 1989. Ce faisant, il tiendra compte de toute offre ferme qu'il recevra durant les 12 prochains mois environ. Il semble que l'un des pays membres a eu des entretiens officieux avec le Directeur général et fera une offre ferme durant la période indiquée.

ANNEXE A

DIX-NEUVIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Bangkok (Thaïlande), 11 - 15 juillet 1988

ORDRE DU JOUR

I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'inauguration
2. Election du Président et des Vice-Présidents et élection du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. EXPOSES

4. Allocution du Directeur général
5. Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région
6. Rapport sur les activités de la FAO dans la région, notamment mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la dix-huitième Conférence régionale et du Programme de travail 1988-89 dans la région.

III. QUELQUES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICOLE

7. Production vivrière aux fins de la qualité nutritionnelle dans la région Asie-Pacifique.
8. Progrès et problèmes du développement de l'élevage dans la région
9. Promotion de l'agroforesterie pour améliorer l'exploitation des terres
10. Représentation de la région au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)

IV. CONCLUSIONS

11. Autres questions
12. Date et lieu de la vingtième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
13. Adoption du rapport de la Conférence
14. Clôture de la Conférence.

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS

OFFICERS OF THE CONFERENCE
BUREAU DE LA CONFERENCE

Chairman: Carlos G. DOMINGUEZ (Philippines)
Président:

Vice-Chairmen: Mahmudul HASAN (Bangladesh)
Vice-Présidents: Terepai MAOATE (Cook Islands)
Bhajan LAL (India)
Sjarifudin BAHARSJAH (Indonesia)
Sartaj AZIZ (Pakistan)
Pule LAMEKO (Samoa, W.)
Joini TUTUA (Solomon Islands)
K.D.M.C. BANDARA (Sri Lanka)
Jack HOPA (Vanuatu)

Rapporteur: Dato' ABU BAKAR bin Mahmud (Malaysia)

MEMBER NATIONS IN THE REGION
PAYS MEMBRES DE LA REGION

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Delegate:

Alan SMART
Acting First Assistant Secretary
Department of Primary Industry
and Energy
Canberra

Alternates:

Paul BRYDEN
Director
International Organization Section
Department of Primary Industry,
and Energy
Canberra

Jirra MOORE
First Secretary
Australian Embassy
Bangkok

BANGLADESH

Delegate:

Mahmudul HASAN
Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Dhaka

Alternates:

A.Z.M. NASIRUDDIN
Secretary
Ministry of Fisheries and
Livestock
Dhaka

Azimuddin AHMED
Additional Secretary-in-Charge
Forest Division
Ministry of Agriculture
Dhaka

Kazi Anwarul MASUD
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary and Permanent
Representative to ESCAP
Bangladesh Embassy
Bangkok

Khandker A. HUSSAIN
Economic Counsellor and Alternate
Permanent Representative of
Bangladesh to ESCAP
Bangladesh Embassy
Bangkok

BHUTAN - BHOUTAN

Delegate:

Dasho Leki DORJI
Secretary
Ministry of Agriculture and Forestry
Thimphu

Alternate:

Kinley DORJI
Deputy Secretary
Ministry of Agriculture and
Forestry
Thimphu

BURMA - BIRMANIE

Delegate:

Hlaing MYINT
Deputy Minister
Ministry of Agriculture and Forests
Rangoon

Alternates:

Myint THEIN
Director-General
Working People's Settlement Board
Ministry of Agriculture and Forests
Rangoon

San MAUNG
Director
Forest Department
Ministry of Agriculture and Forests
Rangoon

Hla HTWE
Deputy Director
Planning and Statistics Department
Ministry of Agriculture and
Forests
Rangoon

Associate:

Kyaw ZEYA
Head of Division
Department of Livestock Breeding
and Veterinary
Ministry of Agriculture and
Forests
Rangoon

CHINA - CHINE

Delegate:

XIANG Chong Yang
Vice-Minister
Ministry of Agriculture, Animal
Husbandry and Fisheries
Beijing

Alternates:

WANG Youqiong
Deputy Director
Foreign Affairs Department
Husbandry and Fisheries
Beijing

MA Gengou
Division Chief
Foreign Affairs Department
Ministry of Agriculture, Animal
Husbandry and Fisheries
Beijing

LI Zhengdong
Foreign Affairs Department
Ministry of Agriculture, Animal
Husbandry and Fisheries
Beijing

Adviser:

CHEN Zhixin
Foreign Affairs Department
Ministry of Agriculture, Animal
Husbandry and Fisheries
Beijing

COOK ISLANDS - ILES COOK

Delegate:

Terepai MAOATE
Deputy Prime Minister and
Minister of Agriculture
Rarotonga

Alternate:

Manea TUREPU
Ministry of Agriculture
Rarotonga

DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA
- REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE
COREE

Delegate:

LI Hak Chol
Vice-Chairman of Agricultural
Committee of D.P.R.K.
Pyongyang

Alternates:

HWANG Yong Hwan
Division Director of the Ministry of
Foreign Affairs and
General-Secretary of National
Commission for FAO
Pyongyang

YUN Su Chang
Researcher of the Ministry of Foreign
Affairs and Member of National
Commission for FAO
Pyongyang

Associates:

KIM Jae Suk
First Secretary
Trade Representation of the Democratic
People's Republic of Korea in
Thailand
Bangkok

HAN Chol
Second Secretary
Trade Representation of the Democratic
People's Republic of Korea in
Thailand
Bangkok

PAK Hong Chung
Third Secretary
Trade Representation of the Democratic
People's Republic of Korea in
Thailand
Bangkok

FRANCE

Délégué:

Jean-Pierre POLY
Attaché Scientifique
Représentation permanente de la
France auprès de l'OAA
Rome

INDIA - INDE

Delegate:

Bhajan LAL
Minister of Agriculture
New Delhi

Alternates:

C. Srinivasa SASTRY
Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

Vinay VERMA
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary and Permanent
Representative of India to ESCAP
Embassy of India
Bangkok

J.K. ARORA
Joint Secretary
Department of Agriculture and
Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

B.K. NANDI
Joint Technical Adviser
Department of Food
New Delhi

R.L. NARAYAN
Counsellor and Deputy Permanent
Representative of India to ESCAP
Embassy of India
Bangkok

M.S. PURI
Second Secretary and Head of Chancery
Embassy of India
Bangkok

M.L. VERMA
Private Secretary to Minister of
Agriculture
Ministry of Agriculture
New Delhi

INDONESIA - INDONESIE

Delegate:

Sjarifudin BAHARSJAH
Junior Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Jakarta

Alternate:

Aried RIYADI
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary
Embassy of Indonesia
Bangkok

Associates:

Gunawan SUMADI
Chief of Sub-Directorate Social
Forestry
Ministry of Forestry
Jakarta

T. Nyoman ARDHA
Chief of FAO and Multilateral Division
Bureau for International Cooperation
Ministry of Agriculture
Jakarta

Rachmat RANUDIWIJAYA
Chief of Economics Division
Embassy of Indonesia
Bangkok

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) -
IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

Delegate:

Hassan TOUFIGHI
Deputy Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Teheran

Alternates:

Seyed Ahmed ALAVI
Head of International Relations
Department and FAO Affairs Bureau
Ministry of Agriculture
Teheran

Jamshid Agha ZAMANI
Assistant of General Director in
Afforestation
Ministry of Agriculture
Teheran

Hassan TAJIK
Assistant Director
Ministry of Foreign Affairs
Teheran

Mohammad Ali GAHMASEBI
Specialist
Ministry of Agriculture
Teheran

Mohammad Ali Radi MEIODI
Counsellor to Executive Deputy
Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Teheran

Adolfazl ESLAMI
Attaché
Embassy of the Islamic Republic
of Iran
Bangkok

JAPAN - JAPON

Delegate:

Hiroshi YOSHIKAWA
Parliamentary Vice-Minister
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Alternates:

Shigeo TAKENAKA
Minister and Permanent Representative
of Japan to ESCAP
Embassy of Japan
Bangkok

Haruo TSUCHIYA
Research Coordinator
Tropical Agriculture Research Center
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Tokyo

Advisers:

Shigeru ISE
First Secretary and Deputy Permanent
Representative of Japan to ESCAP
Embassy of Japan
Bangkok

Masayuki SUZUKI
Senior Officer
International Cooperation Division
International Affairs Department
Economic Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Tokyo

Kazuo TANAKA
Assistant Director
Economic Affairs Division
United Nations Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Nobuyuki SAMEJIMA
First Secretary and Deputy Permanent
Representative of Japan to ESCAP
Embassy of Japan
Bangkok

Hidehiko OUCHI
Section Chief
Planning Division
International Affairs Department
Economic Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Tokyo

Associate:

Mitsuo KUSHIZAKI
Director
Information Division
Japan - FAO Association
Tokyo

KOREA (REPUBLIC OF) -
COREE (REPUBLIQUE DE)

Delegate:

LEE, Byung Kee
Vice-Minister
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Seoul

Alternates:

SOHN, Chan Joon
Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Seoul

IM, Hong Jae
First Secretary and Deputy Permanent
Representative of ESCAP
Embassy of the Republic of Korea
Bangkok

YOUN, Jang Bae
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of the Republic of Korea
Rome, Italy

SUH, Chung Ha
Deputy Director
International Organization Division
Ministry of Foreign Affairs
Seoul

CHOI, Hyung Kyu
Deputy Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Seoul

Adviser:

OH, Wan Su
Director
Korea FAO Association
Seoul

LAOS

Délégué:

Khamsing SAYAKONE
Vice-Ministre de l'agriculture,
de l'irrigation et des
coopératives agricoles
Vientiane

Suppléants:

Kou CHANSINA
Directeur du Département de la
planification agricole
Ministère de l'agriculture, de
l'irrigation et des coopératives
agricoles
Vientiane

Soukaseum BODHISANE
Directeur
Département de l'agriculture
Ministère de l'agriculture, de
l'irrigation et des coopératives
agricoles
Vientiane

MALAYSIA - MALAISIE

Delegate:

Mohd. KASSIM bin Ahmed
Deputy Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Kuala Lumpur

Alternates:

Dato' ABU BAKAR bin Mahmud
Director-General
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture
Kuala Lumpur

BAHAR Muni
Agricultural Attaché and Alternate
Permanent Representative of
Malaysia to FAO
Embassy of Malaysia in Italy
Rome

SITI BALKISH Shariff (Ms)
Principal Assistant Director
Economic Planning Unit
Prime Minister's Department
Kuala Lumpur

NIK NORAIHAN Thani (Ms)
Assistant Secretary
Ministry of Agriculture
Kuala Lumpur

MALDIVES

Delegate:

Abdul Azeez A. HAKEEM
Director
Ministry of Agriculture
Male

MONGOLIA - MONGOLIE

Delegate:

Jambaldorjiin URTNASAN
Deputy Minister of Agriculture and
Food Industry
Ministry of Agriculture and Food
Industry
Ulan Bator

Alternate:

Sukh-Ochiryn TUNGALAO
Officer of External Relations
Department
Ministry of Agriculture and Food
Industry
Ulan Bator

NEPAL

Delegate:

K.C. SHRESTHA
State Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Kathmandu

Alternate:

A.N. RANA
Secretary
Ministry of Agriculture
Kathmandu

Associates:

U. SINGH
Director-General
Department of Livestock Development
and Animal Health
Ministry of Agriculture
Kathmandu

D.P. CHAPAGAIN
Economist
Ministry of Agriculture
Kathmandu

PAKISTAN

Delegate:

Sartaj AZIZ
Federal Minister of Food, Agriculture
and Cooperatives and LG and Rural
Development
Islamabad

Alternates:

Abdul Hameed ALIANI
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary and Permanent
Representative to ESCAP
The Embassy of the Islamic Republic
of Pakistan
Bangkok

K. Zaheer AHMED
Commercial Counsellor and Alternate
Permanent Representative to ESCAP
The Embassy of the Islamic Republic of
Pakistan
Bangkok

PHILIPPINES

Delegate:

Carlos G. DOMINGUEZ
Secretary
Department of Agriculture
Manila

Alternates:

Apolonio V. BAUTISTA
Under Secretary for Field Operations
Department of Agriculture
Manila

Johnson P. MERCADER
Assistant Secretary for Foreign
Assisted Projects
Department of Agriculture
Manila

R. ALCASID
Director
Bureau of Animal Industry
Department of Agriculture
Manila

D.L. BOCOBO (Mrs)
Executive Director
National Nutrition Council
Manila

SAMOA

Delegate:

Pule LAMEKO
Minister of Agriculture, Forests and
Fisheries
Ministry of Agriculture, Forests and
Fisheries
Apia

Alternate:

Seve IMO
Deputy Director
Department of Agriculture,
Forests and Fisheries
Ministry of Agriculture, Forests and
Fisheries
Apia

SOLOMON ISLANDS - ILES SALOMON

Delegate:

Joini TUTUA
Minister of Agriculture and Lands
Honiara

SRI LANKA

Delegate:

K.D.M.C. BANDARA
Minister of Agricultural Development
and Research
Colombo

Alternate:

Ranhwadige PREMARATNE
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary
Embassy of Sri Lanka
Bangkok

Associates:

N.V.K.K. WERAGODA
Secretary
Ministry of Agricultural Development
and Research
Colombo

P. BANDARA (Ms)
Private Secretary to the Minister
Ministry of Agricultural Development
and Research
Colombo

THAILAND - THAILANDE

Delegate:

Sanoh THEINTHONG
Deputy Minister of Agriculture and
Cooperatives and Acting Minister of
Agriculture and Cooperatives
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Alternates:

Chaisop SOPSARN
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Riksh SYAMANANDA
Director-General
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Supote DECHATES
Agricultural Economic Research
Specialist
Office of Agricultural Economics
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Phairot SUVANAKORN
Deputy Director-General
Royal Forestry Department
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Vitoon KHUMNIRDPETCH
Deputy Director-General
Department of Livestock Development
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Charern SUKHANANTAPONG
Director
Planning and Special Projects Division
Department of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Poonsup PIYA-ANANT
Director, Economic Projects
Division I
Office of the Prime Minister
Bangkok

Vanrob ISRANKURA
Agricultural Counsellor
Royal Thai Embassy
Rome, Italy

Marasee SURAKUL (Ms)
Assistant Secretary-General
National FAO Committee
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Associates:

Praiwan RESANOND
Director
Planning Division
Land Development Department
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Sompong HIRANWAT
Director
Fisheries Policy and Planning Division
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Chantalak BOOZAYA-ANGOOL
Economist 7
Agricultural Land Reform Office
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Ruangchai BOONYANANTA
Chief, Project and Coordination
Agricultural Cooperatives Division
Cooperatives Promotion Department
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Anong SRIPHIROM (Ms)
Third Secretary
Ministry of Foreign Affairs
Bangkok

Ekachai OCHAROEN
Chief
Foreign Relations Sections
Department of Agricultural Extension
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

Kanya SAMBANDARAKSA (Mrs)
Officer of Farm Home Improvement
Section
Department of Agricultural Extension
Ministry of Agriculture and
Cooperatives
Bangkok

UNITED STATES OF AMERICA -
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Delegate:

Fred J. ECKERT
Ambassador of the United States of
America to FAO
Rome

Alternates:

William A. BROWN
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary
American Embassy
Bangkok

E. Wayne DENNEY
International Relations Advisor
Office of International Cooperation
Development (OICD)
U.S. Department of Agriculture
Washington D.C.

Advisers:

Weyland M. BEEGLY
Agricultural Attaché
American Embassy
Bangkok

David E. JENSEN
First Secretary
American Embassy
Bangkok

VANUATU

Delegate:

Jack HOPA
Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Port Vila

Alternate:

D. MALOSU
Director of Agriculture
Ministry of Agriculture
Port Vila

VIET NAM

Delegate:

Nguyen Minh THONG
Vice-Minister of Agriculture
and Food Industry
Hanoi

Alternates:

Le Doan DIEN
Director
Food Institute
Hanoi

Nguyen ICH-CHUONG
Vice-Director
International Cooperation
Department
Hanoi

Nguyen Ngoc KHANH
Farming Mechanization Scientist
Hanoi

Pham Thi Minh TAM (Mrs)
Food Processing Technician
Hanoi

Vu DANG DZUNG
Attaché
Embassy of Viet Nam
Bangkok

OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN
THE REGION AND OBSERVER FROM UNITED
NATIONS MEMBER STATES
OBSERVATEURS DES PAYS MEMBRES QUI NE
SONT PAS DE LA REGION ET OBSERVATEUR
D'ETATS MEMBRES DES NATIONS UNIES

NETHERLANDS - PAYS-BAS

Jan GROENENDIJK
Agricultural Counsellor
Royal Netherland Embassy
Bangkok

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

R.L. WADDEL
Senior Natural Resources Adviser
Southeast Asia Development
Division, ODA
British Embassy
Bangkok

HOLY SEE - SAINT-SIEGE

Joseph MAIER
Bangkok

USSR - URSS

Vladislav FEDORTCHENKO
First Secretary and Deputy Permanent
Representative of the USSR to ESCAP
Soviet Embassy
Bangkok

REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS AND
SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET
INSTITUTIONS SPECIALISEES

ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR ASIA
AND THE PACIFIC (ESCAP)
COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

K. NAKAGAWA
Deputy Executive Secretary
Bangkok

Sultan Z. KHAN
Chief
Agriculture Division
Bangkok

Sagar B. PRADHAN
Officer-in-Charge
Fertilizer Advisory, Development and
Information Network for Asia and
the Pacific (FADINAP)
Agriculture Division
Bangkok

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL
DEVELOPMENT (IFAD)
FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT
AGRICOLE

Pierre SPITZ
Senior Economist
IFAD, Rome

INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION (ILO)
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

S. NAKATANI
Assistant Director-General responsible
for ILO activities in Asia and
the Pacific
Bangkok

P. NELK
Deputy Regional Director
Bangkok

Anura KRAIRIKSH (Mrs)
Relations Office
Bangkok

UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC
AND CULTURAL ORGANIZATION
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Tun LWIN
Programme Specialist in Educational
Planning and Administration
Bangkok

UNITED NATIONS FUND FOR POPULATION
ACTIVITIES (UNFPA)
FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES
ACTIVITES EN MATIERE DE POPULATION

Kazuko KANO (Ms)
Deputy Representative
Bangkok

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Jane BLAXLAND (Ms)
Director of Operations
Bangkok

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
(UNDP) - PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

Y.Y. KIM
Regional Representative
Bangkok

Winston TEMPLE-SEMINARIO
Senior Programme Adviser
Bangkok

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME
(UNEP) - PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT

Nay HTUN
Director and Regional Representative
Bangkok

Ramchandra DESHPANDE
Environmental Affairs Officer
Bangkok

INTERNATIONAL TRADE CENTRE (ITC)
CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Paul FISCHER
Bangkok

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL
ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS
INTERGOUVERNEMENTALES

ASIAN PRODUCTIVITY ORGANIZATION (APO)
ORGANISATION ASIATIQUE DE PRODUCTIVITE

Kazuhiro MATSUSHITA
Head, Agriculture Division
Tokyo

CENTRE ON INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT
FOR ASIA AND THE PACIFIC (CIRDAP)
CENTRE DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

A.T.M. Shamsul HAQUE
Director
Dhaka

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY (EEC)
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

R. GALLIMORE
Counsellor
Bangkok

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL
ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON
GOVERNEMENTALES

ASIAN AND PACIFIC REGIONAL AGRICULTURAL
CREDIT ASSOCIATION (APRACA)
ASSOCIATION REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

B.P. SHRESTHA
Assistant Secretary-General
Bangkok

ASIAN CULTURAL FORUM ON DEVELOPMENT
(ACFOD)
FORUM CULTUREL ASIATIQUE SUR LE
DEVELOPPEMENT

Daw Tinttint THAN (Ms)
Bangkok

ASSOCIATION OF FOOD MARKETING AGENCIES
IN ASIA AND THE PACIFIC (AFMA)
ASSOCIATION DES INSTITUTS DE
COMMERCIALISATION DES PRODUITS
ALIMENTAIRES DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

Mukul Raj SATYAL
Executive Director
Bangkok

INTERNATIONAL CONFEDERATION OF FREE
TRADE UNIONS (ICFTU)
CONFEDERATION INTERNATIONALE DES
SYNDICATS LIBRES

V.S. MATHUR
New Delhi

Raanan SHARIR
New Delhi

CONFERENCE SECRETARIAT
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

H. TSUTSUI
Conference Secretary

B.P. DHITAL
Conference Officer

Y.S. RAO
Reports Officer

J.L. MERCADO
Press Officer

FAO STAFF

Edouard SAOUMA
Director-General

S.S. PURI
Assistant Director-General and
Regional Representative for
Asia and the Pacific

H.A. ISMET HAKIM
Chief, Regional Bureau for
Asia and the Pacific
Field Programme Development Division,
DDF

R.U. QURESHI
Regional Food Policy and Nutrition
Officer, RAPA

R.B. SINGH
Regional Plant Production and
Protection Officer, RAPA

B.K. SONI
Regional Animal Production and Health
Officer, RAPA

LISTE DES DOCUMENTS

APRC/88/1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/88/2	Activités de la FAO dans la région en 1986-87 et les mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la dix-huitième Conférence régionale
APRC/88/3	Programme de travail de la FAO dans la région pour l'exercice 1988-89
APRC/88/4	Production vivrière aux fins de la qualité nutritionnelle dans la région Asie-Pacifique
APRC/88/5	Progrès et problèmes du développement de l'élevage dans la région
APRC/88/6	Promotion de l'agroforesterie afin d'améliorer l'exploitation des terres
APRC/88/7	Représentation de la région au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

Série APRC/INF

APRC/88/INF/1	Note d'information
APRC/88/INF/2	Calendrier provisoire
APRC/88/INF/3	Liste provisoire des documents
APRC/88/INF/4	Allocution du Directeur général
APRC/88/INF/5-Rev.2	Liste provisoire des participants

Série APRC/88/OD/

APRC/88/OD/1 à APRC/88/OD/5	Programme des séances
APRC/88/REP	Projet de rapport

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,

Introduction

Je suis heureux que, cette année, votre Conférence puisse avoir lieu dans votre Région, et plus particulièrement dans le pays qui depuis tant d'années offre son hospitalité à notre Bureau régional. Je tiens à dire ma gratitude à Son Excellence le Premier Ministre, qui, malgré ses multiples obligations, a bien voulu venir se joindre à nous pour l'ouverture solennelle de la Conférence.

Permettez-moi aussi d'exprimer ma reconnaissance à M. Kibria, Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Il ne peut être des nôtres aujourd'hui, mais je ne saurais manquer de dire combien nous sommes sensibles au geste généreux de la CESAP, qui a mis à notre disposition ses installations de conférence et d'autres services de soutien.

Je vois comme un signe très heureux le fait que, vingt ans après, la Conférence régionale se tienne pour la deuxième fois dans cette ville de Bangkok si belle et si attachante, dans cette capitale du Royaume de Thaïlande aux destinées duquel préside un souverain éclairé à qui vous me permettrez de rendre hommage en votre nom. Avec une admiration qui grandit au fil des ans, nous observons l'intérêt passionné que Sa Majesté le Roi porte à l'agriculture et au développement rural. Depuis son accession au trône, plus de 1 200 projets ont été entrepris à son initiative personnelle dans les secteurs les plus divers: ressources en terres et en eaux, élevage, pêches, forêts. Ces projets, dont on ne saurait trop souligner le rôle pilote, ont pour ainsi dire façonné le développement agricole du pays. La FAO est fière d'avoir été dès l'origine associée à nombre de ces projets dus à la clairvoyance et à l'énergie de Sa Majesté.

Aux côtés de ce Roi se tient une gracieuse souveraine qui ne cesse d'oeuvrer, elle aussi, pour le bien du peuple thaï. Pour honorer son action en faveur de l'éducation, de l'implantation d'industries artisanales dans les campagnes, des femmes rurales et de la lutte contre la pauvreté, la FAO a frappé à l'effigie de Sa Majesté la Reine Sirikit une de ses médailles placées sous le signe de Cérès, déesse romaine de l'agriculture. J'ai eu le grand honneur de remettre personnellement cette médaille à Sa Majesté ici même, à Bangkok, le 11 mai 1979.

Diversité et unité de la Région

Au moment d'évoquer la situation alimentaire et agricole de votre Région, je me heurte à une difficulté: comment faire une analyse qui soit valable pour l'ensemble d'une région marquée par une diversité allant jusqu'au contraste le plus violent: en elle coexistent la poussière d'îles et les continents massifs, la jungle et la steppe, le désert et la luxuriance. Le paysage humain n'est pas moins bigarré, avec un foisonnement extraordinaire de cultures, de langues, de religions, de systèmes politiques, et des niveaux économiques allant de l'extrême pauvreté à la puissance de premier rang.

Pourtant, s'il me fallait résumer d'un mot ce qui fait l'unité de la Région, sa caractéristique essentielle, je répondrais sans hésiter: la vitalité. Bouillonnement, dynamisme, changement, évolution, mouvement, énergie inlassable marquent de leur sceau les réussites les plus éclatantes, accompagnent les crises les plus graves. Je vois dans cette vitalité le moteur de l'évolution rapide que connaît votre Région.

Gouvernants et dirigeants, vous incarnez ce dynamisme au plus haut degré, et vous y joignez la sagesse et l'expérience; c'est donc à vous qu'il appartient de canaliser cette énergie vitale, qui est omniprésente dans la Région, et de l'orienter avec un maximum d'efficacité vers le bien commun. Tels seront, j'en suis persuadé, le sens et l'aboutissement de vos débats. C'est pourquoi je me bornerai à évoquer brièvement quelques-uns des principaux thèmes qui figurent à votre ordre du jour.

Production céréalière

Depuis plus d'une décennie, la production céréalière de la Région progresse d'une manière spectaculaire. Songez que, de 1961 à 1986, la croissance a atteint le chiffre de 3,8 pour cent par an dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique, soit nettement plus que le reste du monde! Parmi les causes de ce phénomène remarquable, on se demande ce qu'il faut admirer le plus, des politiques éclairées et vigoureuses impulsées par les gouvernements, ou du travail acharné et du savoir-faire des paysans. Il y a toutefois des écarts importants entre les pays: la croissance a été égale ou supérieure à la moyenne dans onze pays et inférieure à celle-ci dans neuf pays.

Il y a là de quoi autoriser la plus ferme confiance dans l'avenir, même si la production subit parfois des à-coups comme cela s'est produit l'an dernier à la suite d'une des moussons les plus faibles et irrégulières qu'on ait jamais vues. La production céréalière a reculé en 1987, de 3,2 pour cent, tombant à 698 millions de tonnes. En outre, les écarts entre les pays ont été considérables.

Je tiens à rendre hommage aux pays de la Région qui ont fait face à cette épreuve en comptant avant tout sur leurs propres forces. Plusieurs des pays les plus touchés ont réussi à amortir le choc, sans recours à une aide extérieure exceptionnelle, en puisant dans les stocks qu'ils avaient eu la prudence de constituer les bonnes années dans le cadre de leur politique nationale de sécurité alimentaire. Les stocks céréaliers des pays en développement de la Région ont ainsi diminué de quelque 20 millions de tonnes en 1987/88, ce qui les a ramenés à 86 millions de tonnes, leur plus bas niveau depuis le début de la décennie. D'autres pays ont accru leurs importations commerciales de céréales. Les livraisons d'aide alimentaire à la Région ont aussi un peu augmenté. Selon nos premières estimations, une forte baisse de la consommation céréalière par habitant a pu être évitée dans la Région en 1987/88. Il n'empêche que la consommation a fléchi dans différents pays et que des populations vulnérables ont souffert de graves pénuries alimentaires dans certains endroits, notamment à cause de la sécheresse.

Compte tenu de la forte contraction des stocks de céréales, les récoltes de cette année auront plus d'importance que jamais pour les approvisionnements alimentaires de la Région. Heureusement, la mousson du sud-ouest a cette fois été fidèle au rendez-vous et, jusqu'à présent, les pluies ont été abondantes et bien distribuées. Les conditions météorologiques des deux mois à venir auront une importance cruciale. Si elles

étaient défavorables, il faudrait peut-être importer plus de céréales, juste au moment où l'offre, notamment de riz, est particulièrement réduite sur le marché mondial. Il faudra donc suivre de très près l'évolution de la situation au cours des prochains mois, d'autant plus que l'on s'attend à de mauvaises récoltes de céréales et de soja en Amérique du Nord, à cause de la sécheresse. L'offre de céréales sur le marché mondial devrait encore diminuer durant l'année qui vient, et les cours mondiaux, déjà en forte hausse, pourraient encore augmenter.

Situation nutritionnelle

L'influence de la tendance à long terme de la production céréalière sur la situation alimentaire et nutritionnelle de la Région a été globalement positive. Néanmoins quelques problèmes ont été rencontrés. De nombreux pays de la Région sortent d'un état où prédominait l'auto-consommation (y compris pour les produits animaux), alors que l'urbanisation n'a pas encore atteint le stade où le pouvoir d'achat est assez élevé pour permettre l'acquisition sur le marché de denrées assurant une ration alimentaire équilibrée.

Comme le montre notre cinquième Enquête mondiale sur l'alimentation, l'essor prodigieux de la production céréalière a bien entendu fortement accru les disponibilités caloriques. En même temps, ce développement, dû pour une large part à la Révolution verte, a entraîné un effet secondaire fâcheux: il a quelque peu marginalisé la culture des légumineuses à grains - haricots, lentilles, etc. Produits en moins grandes quantités sur les exploitations familiales, ces précieux aliments sont devenus coûteux, alors que le passage à l'économie monétaire n'a pas encore généré un pouvoir d'achat permettant une consommation suffisante de haricots, de viande, de poisson.

En conséquence, on constate une nette augmentation de la consommation de céréales et de sucre, et une avance moins marquée pour les matières grasses (notamment sous forme de fritures). La consommation de racines et tubercules se maintient, en particulier dans les îles et en Indonésie. L'apport de calories provenant de produits animaux n'augmente pas. La part des légumineuses à grains diminue, nous avons vu pourquoi.

Au total, les disponibilités énergétiques par habitant augmentent malgré l'accroissement démographique. La proportion de malnourris est passée de 21 pour cent en 1971 à 17 pour cent en 1981, et tout donne à penser que cette évolution se poursuit. Ce progrès fait ressortir plus vivement encore les poches de sous-alimentation et de déséquilibre nutritionnel qui subsistent.

Deux voies sont possibles:

- D'une part, appliquer des politiques incitatives tendant à encourager la culture des légumineuses, la production laitière, les petits élevages et la pêche artisanale. Là comme dans bien d'autres domaines, c'est le petit paysan qui doit être le principal bénéficiaire de ces politiques.
- D'autre part, mettre en oeuvre des politiques complémentaires d'éducation du consommateur.

On le voit, malgré l'étendue et la gravité des problèmes que la Région connaît encore, la détermination des dirigeants et des populations permet d'espérer non seulement que le pourcentage des malnourris continuera de décroître, mais encore que leur nombre absolu diminuera. La malnutrition est avant tout un problème de pauvreté.

Elevage

La contribution des produits animaux à la nutrition est d'une importance évidente. Or, dans la grande majorité des pays de la Région, la part des produits animaux dans la ration alimentaire n'atteint pas 10 pour cent. L'élevage est surtout le fait des petits exploitants. C'est donc sur eux que devra porter avant tout l'effort de développement.

La forte augmentation de la production céréalière a dégagé d'énormes quantités de paille. Celle-ci est bien utilisée massivement pour l'alimentation des ruminants, en particulier bovins et buffles, mais sa valeur nutritive peut être fortement enrichie par un traitement à l'urée dont la technologie est simple et peu coûteuse. Or, cette technologie ne se répand guère.

Quant à la reproduction et à la génétique, la situation laisse beaucoup à désirer. Les paysans utilisent des taureaux non sélectionnés, l'insémination artificielle n'est pas assez répandue et les ressources génétiques en bovins sont insuffisantes. Tout autre est le cas des porcins en Chine: dans ce secteur, ce pays possède et gère avec sagesse des ressources génétiques très riches et peut-être inégalées.

Ces quelques constatations font apparaître à l'évidence que le progrès de la production animale dépendra dans une large mesure de la vulgarisation, de la diffusion des connaissances et des techniques. Quand on a pu agir dans ce sens, motiver les paysans et mobiliser leurs énergies, on a obtenu d'excellents résultats: qu'il suffise de rappeler les progrès remarquables de la production laitière en Inde, en Indonésie, et l'opération de grande envergure maintenant engagée en Inde.

Dans une grande partie de la Région, les conditions climatiques rendent l'élevage particulièrement difficile. Les pays en développement subissent encore de lourdes pertes causées par des maladies infectieuses que les pays développés sont parvenus à faire disparaître. Comme les bactéries, parasites et autres virus ne connaissent pas les frontières, c'est à l'échelon régional (et non seulement local ou national) qu'il faut engager des campagnes de lutte. Dans cette perspective, la FAO a préparé un projet régional pour l'éradication de cette terrible maladie qu'est la peste bovine.

La victoire ne pourra être acquise qu'au prix d'une forte volonté politique, d'un effort résolu et d'une coopération étroite entre les pays intéressés. Mais la pauvreté de nombreux pays demeure un obstacle majeur: ils ne sont pas en mesure de subventionner des campagnes de vaccination, de financer l'effort de vulgarisation nécessaire, d'assurer l'encadrement voulu sur le terrain.

Agroforesterie

Il est un domaine où la concurrence dont les ressources en terres sont l'objet revêt dans la Région une acuité dramatique: je veux parler de l'opposition entre l'agriculture et la forêt. Dans une région qui comprend 69 pour cent de la population agricole du globe mais ne dispose que de 28 pour cent des terres agricoles, la menace ne peut que s'exacerber.

On estime qu'entre 1975 et 1985 la Région a perdu 10 millions d'hectares de couvert forestier au profit - si l'on peut dire - de cultures qui ne peuvent se maintenir durablement. La culture itinérante, qui occupe au total quelque 75 millions d'hectares et dont vivent 30 millions de personnes environ, vient aggraver les périls qui pèsent sur les forêts tropicales et subtropicales. Les conséquences sont malheureusement classiques: érosion, perte de fertilité, appauvrissement des sols, dégradation des bassins versants.

Il faut réagir, arrêter la course à l'abîme. Il faut trouver le moyen d'exploiter au mieux les ressources en terres sans les épuiser. L'agroforesterie offre une solution viable. Il s'agit d'arriver à tirer du sol une production soutenue et diversifiée, alors que la monoculture le vide rapidement de sa substance. Il s'agit de restaurer les bassins versants dégradés et de stabiliser les pentes érodées en y appliquant de bonnes pratiques sylvo-pastorales. Concilier les exigences de l'écologie avec les impératifs socio-économiques, c'est possible.

Situation de la FAO

Ce rapide tour d'horizon nous permet de voir combien la Région, pour venir à bout des problèmes qui l'assiègent, a besoin d'aide et d'assistance. La FAO a pour finalité de fournir une telle assistance. Vous savez à quel point cet aspect essentiel de notre mission me tient personnellement à coeur et mobilise les énergies de tous mes collaborateurs. Le problème est de savoir de quelles ressources nous disposons et allons disposer pour nous acquitter de cette tâche fondamentale.

Vous le savez, notre Organisation traverse une crise très grave, qui, si elle se prolongeait, risquerait de compromettre ses activités et jusqu'à son existence même. Vous le savez aussi, cette crise de liquidités s'est déclenchée en 1986-87 à la suite de retards dans le versement des contributions, et en particulier du fait que le principal bailleur de fonds ne s'est acquitté que d'une faible partie de sa quote-part. En conséquence, il nous a fallu réduire de 25 millions de dollars les services que nous fournissons aux Etats Membres.

En 1988, nous avons dû procéder à une nouvelle compression de 20 millions de dollars, qui aurait été bien plus forte encore sans une aide exceptionnelle de 15 millions de dollars offerte par notre pays hôte, l'Italie. Voilà donc nos programmes amputés de 45 millions de dollars en deux ans, alors que nos services sont plus que jamais nécessaires aux Etats Membres.

Je n'ai pas besoin du don de prophétie pour vous annoncer qu'en 1989 nous serons frappés plus durement encore. La FAO court un véritable risque d'asphyxie, faute d'oxygène pour faire vivre ses programmes. Certes, j'ai reçu de la Conférence de la FAO les pouvoirs nécessaires pour parer au plus

pressé en empruntant au bas mot environ 5 millions de dollars. Mais, si nous voulons assurer pendant l'exercice 1988-89 l'exécution intégrale du programme de travail approuvé par la Conférence, il est fort possible qu'à la fin de 1989 il nous faille emprunter dix fois ce montant.

De notre côté, nous avons complètement refait le Programme de travail et budget; nous consacrons une somme énorme de temps et d'énergie à revoir et affiner nos priorités en nous efforçant de discerner et de sauvegarder l'essentiel, de réussir à gérer nos programmes avec moins d'argent. On ne saurait plus parler de dégraissage: nous avons dû tailler dans le vif. Mais nous ne pouvons guère aller plus loin sans risquer de paralyser la FAO et de compromettre irrémédiablement le moral de son personnel. Nous avons envers lui, et surtout envers nos Etats Membres, des engagements irrévocables. De plus, la FAO n'est pas une entité purement mécanique dont les activités peuvent être compartimentées sans dommage. Elle est un organisme vivant où tout se tient. Nous venons de voir à quel point l'agriculture, l'élevage, la foresterie sont interdépendants. Et bien, je vous dis qu'il ne nous est pas possible d'opérer des coupes dans un secteur sans faire souffrir chacun des autres et tout l'ensemble.

Bien sûr, nous avons mis en chantier, conformément aux instructions de la Conférence, un examen des objectifs et des activités de l'Organisation en vue de la rendre plus efficace. Le Comité du programme et le Comité financier ont consacré sept jours entiers à l'examen des moyens d'organiser et de mener cette étude; ils ont abouti à des décisions unanimes sur la méthode, les experts, etc. Ils ont adopté une procédure qui leur permettra d'examiner très tôt l'avant-projet de Programme de travail et budget pour 1990-91. Mais, je vous le demande, quelle signification aurait cet examen tant réclamé s'il était pratiqué sur une FAO moribonde, alors que les besoins des pays en développement sont immenses?

C'est pourquoi je veux lancer un appel à la raison, au bon sens des Etats Membres plus encore qu'à leur générosité: au point où nous en sommes, l'union sacrée est absolument nécessaire. Une aide des pays les plus riches est indispensable. Ceux qui sont matériellement en mesure de le faire ne pourraient-ils s'inspirer de l'exemple donné par l'Italie et envisager d'anticiper le versement de leurs contributions? Le Conseil de la FAO devra débattre de ces questions, et il ne manquera sans doute pas de faire appel aux Etats Membres - en particulier le plus gros bailleur de fonds - pour qu'ils assurent la survie de l'Organisation et la mettent en mesure de remplir sa mission. J'invite la Conférence régionale à méditer ce grave problème; c'est à elle qu'il appartiendra de décider si elle souhaite exprimer un avis à ce sujet.

Conclusion

Face à des enjeux aussi graves - il s'agit du sort de milliards d'êtres humains -, je ne puis imaginer que les pays les plus favorisés resteront sourds aux pressants appels qui leur sont adressés. Ils les entendront d'autant mieux, j'en suis persuadé, qu'ils verront en face d'eux des nations résolues à n'épargner elles-mêmes aucun effort pour sortir du sous-développement.

Sur ce point, j'éprouve une confiance totale en votre Région, en ses gouvernants, en les hommes et les femmes qui la peuplent. Cette vitalité, ce dynamisme que j'évoquais en commençant, je sais qu'ils sont à la mesure de la gravité et de l'urgence des défis qui vous sont lancés. Vous avez retenu le mot de Tagore: "Nous sommes trop pauvres pour nous permettre d'être en retard". Une action immédiate, résolue et concertée pour préserver et mettre

en valeur les ressources de la Région de manière que les plus défavorisés aient part aux fruits du développement, tel est le sens de votre Conférence régionale. Elle représente avant tout un effort collectif pour assurer la survie et l'épanouissement d'une communauté humaine civilisée, capable d'aborder le XXIème siècle avec calme et confiance. Puisque je citais à l'instant l'éminent poète et le noble fils de votre Région que fut Rabindranath Tagore, permettez-moi, en terminant, de partager avec vous la vision de l'espace humain qu'il proposait:

"Là où l'esprit est sans crainte et où la tête est haut portée;
Là où la connaissance est libre;
Là où le monde n'a pas été morcelé entre d'étroites parois
mitoyennes;
Là où les mots émanent des profondeurs de la sincérité;
Là où l'effort infatigué tend les bras vers la perfection;
Là où le clair courant de la raison ne s'est pas mortellement égaré
dans l'aride et morne désert de la coutume."

Puissent vos travaux contribuer à faire de cette vision une réalité.

Je vous remercie.

